

**MARDI 26 MAI 2015**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = Vers le plus grand krach financier de tous les temps ? p.1
- = **Nouveau rapport au club de Rome : le grand pillage (livre) p.3**
- = Ugo Bardi: «Nous modifions de manière irréversible les conditions de vie sur la Terre» p.5
- = Laisser les énergies fossiles sous terre, une obligation p.12
- = Démographie mondiale et capacité de charge planétaire p.14
- = Make in India, un rêve qui ne crée pas assez d'emploi p.15

### **Actualités**

- = L'Arabie saoudite prête à renoncer au pétrole d'ici 2040 p.16
- = Pétrole : ne cédon pas à l'euphorie de la baisse des prix p.18
- = PER, CAC 40 et camisole algorithmique : prudence sur les marchés boursiers (Bill Bonner) p.20
- = Ce que la société DynCorp fait à Medellin, en Colombie (Philippe Béchade) p.24
- = La crise nous fait un vrai festival... (Philippe Béchade) p.26
- = « Faire travailler les enfants sera plus facile !! » (Charles Sannat) p.31
- = NOS POSSÉDÉS... (François Leclerc) p.36
- = Nouvelles du poker menteur Grec (Bruno Bertez) p.37
- = Il faut sanctionner les incapables, responsables (Bruno Bertez) p.39
- = De l'état de Droit au Droit de l'Etat (Charles Gave) p.40
- = Le climat, c'est cuit (Matthieu Auzanneau) p.44
- = Le Meilleur des mondes : la prédiction dépassée d'Aldous Huxley (Le Yéti) p.52
- = Le blog de Pierre Jovanovic p.55



## **Vers le plus grand krach financier de tous les temps ?**

Express.be **21 mai 2015**, Article en rappel.

**[La fin de la civilisation industrielle deviendra visible à tous lorsque le monde sera plongé dans le plus grand crash économique de l'histoire de l'humanité. Ce sera la première étape. Les problèmes environnementaux sérieux viendront plus tard dans le siècle.]**

**La dette mondiale atteint 286% du PIB de la planète**

**Nous dirigeons-nous vers le plus grand krach financier de tous les temps ?**



*Le monde aurait besoin de tout ce qu'il produit pendant plus de deux ans pour régler toutes ses dettes, montre un rapport de l'Institut McKinsey, intitulé «Debt and (not much) deleveraging », qui conclut que la dette totale mondiale atteint désormais 199.000 milliards de dollars, soit 28.000 dollars par être humain, un montant record dans l'histoire.*

En 2007, le total des dettes se montait à 142.000 milliards de dollars, et ces chiffres montrent donc que nous sommes dans une situation bien pire que celle dans laquelle nous nous trouvons juste avant la crise financière, affirme [Michael Snyder du blog économique The Economic Collapse](#).

Les États-Unis sont toujours cités lorsque l'on évoque des endettements astronomiques, et avec raison : la dette du pays de l'Oncle Sam atteint désormais 18.000 milliards de dollars, alors qu'elle ne se montait « qu'à » 9.000 milliards de dollars juste avant la dernière récession.

Cependant, ce ne sont pas les seuls en faute. Selon le rapport de McKinsey, toutes les grandes économies sont en cause. « Sept ans après l'éclatement de la bulle du crédit mondial qui a provoqué la plus grande crise financière depuis la Grande Dépression des années trente, la dette continue de croître », peut-on lire dans le rapport.

« [En fait, plutôt que de réduire leur endettement, toutes les grandes économies ont aujourd'hui un niveau d'emprunt plus élevé](#) par rapport à leur produit intérieur brut qu'en 2007. (...) Cela pose de nouveaux risques pour la stabilité financière, et pourrait saper la croissance économique mondiale. »

Ce qui est le plus surprenant, c'est que c'est en Chine que l'endettement a le plus augmenté. Entre 2007 et la mi-2014, la dette chinoise est passée de 7.000 milliards de dollars à 28.000 milliards de dollars. La dette de la Chine représente maintenant 282% du PIB, un niveau qui demeure gérable, mais qui dépasse tout de même celui de pays développés tels que l'Allemagne ou les États-Unis.

Le fait que la moitié de ces emprunts soient liés, directement ou indirectement, à un marché immobilier en surchauffe, ou que la moitié des nouveaux prêts soit associée à des comptes bancaires opaques, ou encore que beaucoup de gouvernements locaux ne pourront pas faire face à leurs dettes, demeure extrêmement préoccupant.

Tout ceci implique que la courte période de relative stabilité dont nous venons de bénéficier sur ces dernières années n'est imputable qu'aux emprunts effrénés et à l'impression d'argent qui l'ont accompagnée.

« Quiconque doté d'une moitié de cerveau devrait être capable de voir qu'il s'agit d'une gigantesque bulle financière, et qu'elle est vouée à se dégonfler de façon très, très douloureuse », écrit Snyder.

D'après l'économiste allemand Claus Vogt, auteur du livre « The Global Debt Trap », « La situation actuelle est bien pire que celle de 2000 ou 2007, et avec des taux d'intérêt proches de zéro, les banques centrales ont déjà épuisé leurs munitions. De plus, l'endettement total, en particulier celui des gouvernements, est bien plus élevé qu'il ne l'a jamais été ».

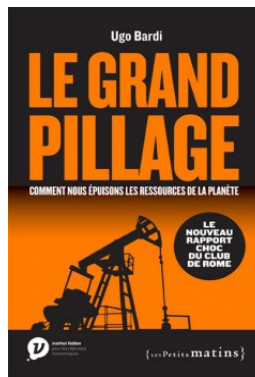
« Lorsque la confiance dans la Réserve fédérale, la Banque centrale européenne et les institutions similaires commencera à disparaître, il y aura un exode massif hors des marchés d'actions et d'obligations. Je pense que nous sommes très proches de ce moment clé de l'histoire financière », ajoute-t-il.

Mais pour le moment, les marchés actions poursuivent leur envolée, et des sociétés de l'Internet qui n'existaient même pas il y a 10 ans sont supposées valoir des milliards de dollars, alors qu'elles ne réalisent parfois aucun bénéfice. De nos jours, Wall Street récompense même les entreprises qui enregistrent régulièrement des pertes conséquentes.

Le réveil sera dur, prédit Snyder. Il pense que nous nous dirigeons vers le plus grand krach financier de tous les temps. « 199.000 milliards de dollars de dettes sont sur le point de s'effondrer, et chaque homme, femme ou enfant de cette planète éprouvera la douleur de ce désastre », conclut-il.

## **Nouveau rapport au club de Rome : le grand pillage** **(livre)**

**Biosphère 10 mai 2015**



L'agonie de l'Empire romain d'Occident a duré plus de trois cents ans. Les empereurs ont certainement dû se rendre compte que quelque chose clochait. Pourtant leur seule réponse a consisté à tout mettre en œuvre pour maintenir le statu quo jusqu'à ce que l'empire rende son dernier soupir. Les ressources naturelles qui avaient permis l'expansion du système impérial s'amenuisaient. Les mines d'or et d'argent d'Espagne s'épuisaient. Il ne subsistait plus aucun voisin facile à envahir et à piller. L'érosion des sols fertiles faisait diminuer la production agricole. Par ailleurs, les dépenses colossales à consentir pour l'armée, la cour impériale et le système bureaucratique avaient nécessité la mise en place d'un régime fiscal qui a précipité la faillite. Comme l'analyse [J.A. Tainter](#), le système est rentré dans une période de « rendements décroissants ».

La solution était pourtant évidente, il fallait s'alléger. L'effondrement de l'Empire a été suivi du Moyen Age, des années au cours desquelles l'Europe s'est libérée de l'étreinte de la bureaucratie impériale, des dépenses énormes liées à l'entretien des armées et de la terrible charge fiscale. La défense était assurée par des milices locales et l'impôt n'était dû qu'aux seigneurs locaux. Pendant la période de contraction économique, les sols se sont reconstitués et les forêts ont repoussé.

La situation de l'Empire romain ressemble à s'y méprendre à la nôtre. Nous souffrons également d'une diminution de nos ressources naturelles, d'une bureaucratie excessive et de toutes sortes de pollutions. Or nous mettons tout en œuvre pour que les choses restent telles qu'elles sont. Nous réagissons à la déplétion du pétrole en forant plus profondément, en forant davantage. « Drill, baby, drill » s'exclamait l'ancienne candidate à la vie-présidence des Etats-Unis, Sarah Palin. Pourtant forer encore plus revient à accélérer la déplétion !

## **Démence extractive, c'est-à-dire «Explosions la planète»**

Nous traversons la dernière étape de l'exploitation à grande échelle des minéraux. En deux siècles à peine, au terme d'une guerre impitoyable, nous aurons remonté à la surface de la terre un trésor qui avait mis des millions, voire des milliards d'années à se constituer. Le point culminant de cette **démence extractive** est la décision des compagnies pétrolières d'exploiter certains combustibles non conventionnels comme le gaz de schiste, le pétrole en eaux profondes ou les sables bitumineux.

En 2001, au tout début de l'envolée historique des prix du pétrole, BP avait lancé un nouveau slogan : « *Au-delà du pétrole.* » Ce leitmotiv avait été perçu comme une évolution qui mettrait un terme à l'ère des combustibles fossiles. Mais le scénario inverse s'est produit : comme les prix du pétrole ont augmenté, les compagnies ont compris qu'elles pouvaient engranger des bénéfices à court terme en exploitant des ressources dont le développement était auparavant trop coûteux. C'est ainsi que le leitmotiv « *Au-delà du pétrole* » s'est transformé en « ***Explosions la planète*** ». Cette stratégie nous piège dans l'économie extractive.

Deux messages essentiels au bien-être humain sont systématiquement laissés de côté. Plus nous extrayons, plus vite nous manquerons de ressources, et si nous continuons à brûler des combustibles fossiles, nous risquons de franchir le seuil d'un changement climatique non linéaire et incontrôlé. Le système économique contemporain est apparemment dépourvu de mécanismes incitant les grandes entreprises à valoriser les avantages à long terme pour nous tous, y compris pour elles-mêmes. Leur raison d'être consiste en effet à maximiser les bénéfices à court terme. De son côté le champ politique est dénué d'une vision du bien commun et ne fait que se plier à la volonté de divers groupes de pression. En coulisse, les dirigeants politiques continuent d'octroyer les permis nécessaires à la poursuite d'opérations minières toujours plus extravagantes, toujours plus nocives. Toutes les tentatives pour prendre des mesures à l'échelle mondiale contre le réchauffement de la planète sont restées lettre morte – à l'image de celles qui se proposaient de libérer l'humanité de sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles. Le moment est venu de remettre au goût du jour le principe du protocole de Rimini, c'est-à-dire d'imposer un plafond légal qui s'appliquerait à l'exploitation des ressources non renouvelables.

(extraits de la Postface de Karl Wagner : nous pouvons arrêter de piller la planète)

*Ugo Bardi, Nouveau rapport au club de Rome : le grand pillage (comment nous épuisons les ressources de la planète)*

*Éditions Les petits matins, 433 pages, 19 euros*

## **Ugo Bardi: «Nous modifions de manière irréversible les conditions de vie sur la Terre»**

11 mai 2015 | Par Jade Lindgaard

**Ugo Bardi: «Nous modifions de manière irréversible les conditions de vie sur la Terre» Le système économique actuel ne dérègle pas seulement le climat. Il détruit les ressources naturelles que la Terre a mis des centaines de millions d'années à former**

Source : <http://www.mediapart.fr> 11 mai 2015

Le système économique actuel ne dérègle pas seulement le climat. Il détruit les ressources naturelles que la Terre a mis des centaines de millions d'années à former. Ces bouleversements sont irréversibles, analyse Ugo Bardi, auteur d'un récent rapport du Club de Rome, *Le Grand Pillage*, publié ces jours-ci en français.

En 1972, un groupe de chercheurs, réunis sous l'appellation de Club de Rome, publie un rapport retentissant sur *Les Limites à la croissance économique*. Plus de quarante ans plus tard, ce rapport est un jalon de la pensée écologique (actualisé et republié en 2011). Son originalité est, alors, d'étudier l'évolution à long terme du système « monde », résumant Pablo Servigne et Raphaël Stevens dans *Comment tout peut s'effondrer*. Pour eux, le message principal du Club de Rome en 1972 disait : « *Si l'on part du principe qu'il y a des limites physiques à notre monde, alors un effondrement généralisé de notre civilisation thermo-industrielle aura très probablement lieu durant la première moitié du XXI<sup>e</sup> siècle.* »

Reprenant cette approche des systèmes complexes, Ugo Bardi, professeur de chimie et membre du comité scientifique de l'Association pour l'étude des pics de pétrole et de gaz naturel (ASPO), l'applique cette fois-ci à l'analyse

de l'écosystème. Pour lui, le système économique actuel ne dérègle pas seulement le climat. Il détruit les ressources naturelles que la Terre a mis des centaines de millions d'années à former. Ces bouleversements sont irréversibles, en conclut-il dans un rapport remis au Club de Rome en 2013. Il est publié ces jours-ci en français sous le titre *Le Grand Pillage – Comment nous épuisons les ressources de la planète* (Les Petits matins/Institut Veblen).

**À propos de l'épuisement des ressources naturelles en minerais et métaux, dans votre livre *Le Grand Pillage*, vous parlez de « mort de Gaïa ». Pourquoi ?**

**Ugo Bardi.** La mort de Gaïa, c'est un scénario extrême. Ce qu'on appelle Gaïa, c'est l'écosystème terrestre. C'est un système de rétroactions planétaires qui stabilisent le système Terre. Par exemple, la concentration de CO<sub>2</sub> est le principal facteur de stabilisation de la température de la planète (l'effet de serre). Le CO<sub>2</sub> est le thermostat de la Terre. Autre exemple, si la surface des glaciers polaires augmente, elle réfléchit plus les rayons solaires et donc la température refroidit. Aujourd'hui, il se passe le contraire : on réchauffe tellement l'atmosphère que les glaciers s'effondrent et qu'on absorbe de plus en plus de rayons solaires, ce qui réchauffe le système. C'est vraiment dangereux.

Depuis vingt ans, nous comprenons beaucoup mieux ce système de régulations terrestres. C'est une révolution scientifique. Si l'on veut comprendre le système terrestre, il faut le regarder sur toute sa vie. Il a commencé il y a plus de 4 milliards d'années. Or quand on parle de changement climatique, le plus souvent, on pense aux modèles des climatologues, notamment utilisés par le Giec (Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). On entre des données dans un ordinateur et on calcule la hausse des températures dans cinquante ans en fonction de l'augmentation de la concentration de gaz à effet de serre.



Ugo Bardi à Paris, le 6 mai 2015. (©JL)

Certains relativisent l'importance du dérèglement climatique au prétexte que le système a toujours changé. C'est vrai. Mais il faut comprendre les raisons de ces changements, et bien voir qu'ils ne sont jamais neutres. Aujourd'hui, les humains sont dans la situation de pouvoir causer des bouleversements encore plus importants que ceux du passé. En tant qu'êtres humains, nous accélérons un processus naturel d'évolution de l'écosystème. La mort de Gaïa, c'est provoquer une perturbation tellement forte que l'on génère un changement climatique violent. Pour se rendre compte de ce qu'est vraiment le dérèglement du climat, il faut donc observer le système terrestre sur plusieurs centaines de millions d'années.

**Brûler les énergies fossiles n'émet pas seulement des gaz à effet de serre. Cela détruit le résultat d'un processus de formation qui a pris des centaines de millions d'années. Est-ce irréversible ?**

Les personnes qui utilisent des combustibles fossiles, pour faire rouler leurs voitures par exemple, ne pensent pas à ça. Elles pensent que c'est simplement un combustible. Un « cadeau » que l'on trouve dans la terre. Mais pas du tout ! Ils ont été créés pendant des centaines de millions d'années par le



système. L'oxygène que nous respirons est un sous-produit de la formation de ces combustibles fossiles.

Si l'on brûlait tout le charbon fossile qui existe dans la croûte terrestre, on utiliserait tout l'oxygène de l'atmosphère. Si l'on brûlait beaucoup de charbon, dans quelques centaines d'années, on aurait un gros problème de réduction de l'oxygène dans l'atmosphère qui menacerait la vie sur la Terre. Il faut comprendre ce type de choses. On touche à des mécanismes qui nous font vivre. Ces changements sont irréversibles. En anglais, on parle de « *big history* », la grande histoire, l'histoire de l'univers vue comme un processus irréversible.

### **Pourquoi ne serait-il pas possible d'inventer les technologies permettant de remplacer les fossiles ?**

C'est absolument possible. Il faut être un peu optimiste. On ne peut pas reconstituer les combustibles fossiles. Mais on peut fabriquer d'autres énergies. [Le rapport de l'Ademe, censuré par le gouvernement français](#), en offre un bon exemple : il est possible en France de produire 100 % de l'électricité à partir de technologies renouvelables. On peut trouver une quantité incroyable d'énergies renouvelables sur la Terre. C'est un énorme changement technologique, social, politique et stratégique. Avec les techniques renouvelables, on peut travailler sur les ressources minérales, on peut recycler, être plus efficace. C'est un monde différent. On peut fabriquer des éoliennes différemment qu'on ne le fait aujourd'hui, sans terre rare, avec des techniques simples.

Quand on parle de réformes politiques, on parle toujours au fond de garder le monde tel qu'il est. Ce n'est pas de cela que je parle. C'est d'un changement global. Avec les énergies renouvelables actuelles, tu ne pourras pas emmener ta famille en voiture de Paris à la Côte d'Azur. Mais tu pourras faire autre chose que tu ne peux pas faire aujourd'hui. Par exemple, respirer un air propre.

Les gouvernements se sont fixé pour objectif de ne pas augmenter la température moyenne de plus de 2 degrés. Mais en l'état actuel, le monde est parti pour une hausse d'au moins 4 degrés. Cela entraînerait la destruction de

la société mondiale. Or, on pourrait éviter cette catastrophe. Pour cela, il faudrait investir dans les énergies renouvelables pour que les gens arrêtent d'utiliser le pétrole. Là, on baisserait vraiment les émissions de gaz à effet de serre. Pour y arriver, il faudrait multiplier par dix les investissements.



Une mine d'or au Soudan. (Mohamed Nureldin Abdallah, Archives Reuters)

**L'énergie joue un rôle central dans ces bouleversements. Vous expliquez que l'épuisement des minerais ne sera pas causé par le manque physique de ressources naturelles mais par le manque d'énergies abordables pour les forer. Pourquoi ?**

Pour forer, creuser, extraire, traiter, transporter des minerais... il faut de l'énergie. Un économiste fameux du XIX<sup>e</sup> siècle, William Jevons, expliquait déjà cela. Il faut des ressources pour produire de nouvelles ressources. C'est le principe de l'investissement. Historiquement, on extrait d'abord les ressources faciles d'accès. À l'époque de la ruée vers l'or en Californie, les gens trouvaient des pépites d'or. Ça ne coûtait presque rien. Aujourd'hui, on en produit beaucoup plus mais en l'extrayant de roches où on ne le voit même pas à l'œil nu. C'est très cher et très polluant. C'est ce que j'appelle « *l'effet Tiffany* ». Dans le film *Petit Déjeuner chez Tiffany*, la fille jouée par Audrey Hepburn regarde l'or de l'autre côté de la vitrine. Elle pense qu'elle est riche de seulement l'admirer. Mais il faut trouver un moyen de le sortir de derrière la vitrine. Sur la planète, il y a beaucoup d'or. La difficulté, c'est de l'extraire. Dans le futur, même avec beaucoup d'énergies renouvelables, on

ne pourra plus le faire. On doit s'adapter aux limites de la planète.

**Pourtant, l'économie perturbe ce tableau. Plus le pétrole est cher, plus il est rentable pour les pétroliers de le chercher dans des conditions difficiles et onéreuses (huile de schiste, forage en eau profonde, sables bitumineux...).**

Cela ne se passe pas exactement comme cela en réalité. Le marché peut modifier la rentabilité de l'extraction. Mais derrière le marché, il y a un système physique. Pour extraire une ressource minérale, il faut des ressources physiques. On parle de capital, on peut le mesurer avec des outils monétaires, mais c'est quand même physique. Le marché peut obtenir que le système économique distribue plus de ressources à l'industrie pétrolière quand les prix du pétrole augmentent. Les gens vont investir dans cette activité. L'économie totale va affecter des ressources à l'extraction. Mais il faut bien les prendre quelque part. Ces ressources seront prélevées sur d'autres secteurs de l'économie : les subventions publiques, la recherche, la santé, les salaires, la démocratie.

La société s'appauvrit pour extraire plus. C'est l'effet du marché. C'est possible de le faire. Mais il faut payer. L'argument économique ne marche que si l'on croit à la croissance continue. Le problème, c'est que la société ne peut pas croître toujours. Les solutions financières masquent des problèmes physiques : la croissance de l'énergie nécessaire pour extraire des ressources minérales. Mais tout le monde ne le voit pas. Ça dépend de ta vision du monde.

**À la fin de votre livre, vous parlez d'« eschatologie minérale ». Que voulez-vous dire ?**

L'eschatologie est un domaine de la physique qui s'intéresse au fait que l'univers commence quelque part et finit quelque part. En tant qu'espèce humaine, nous avons éparpillé la concentration des minéraux que la Terre a créés pendant des centaines de millions d'années. C'est une eschatologie, le sort ultime du monde. Ces concentrations ne pourront plus jamais se reformer dans la Terre. Dans un futur très lointain, il est possible que l'on reforme beaucoup de pétrole. Chacun de nous peut former 4 ou 5 litres de pétrole

dans quelques millions d'années, avec une bonne sédimentation. Mais certaines ressources ne se reformeront jamais. Les diamants par exemple, le charbon non plus. Eschatologie signifie un changement irréversible.

**Votre livre est un rapport adressé au Club de Rome, groupe de chercheurs connu pour avoir publié en 1972 *Les Limites de la croissance*, l'un des premiers ouvrages à alerter sur l'impossibilité d'avoir une croissance économique continue. À l'époque, cette publication fut très critiquée alors que, 40 ans plus tard, ses conclusions sont globalement confirmées. Pourquoi un tel rejet ?**

Cela a à voir avec la difficulté que nous avons à accepter certaines idées. En 1972, il y a eu beaucoup de débats et de discussions, c'est normal. Mais ce fut très acharné. Tout le monde a pensé que ce que disait le rapport était faux alors qu'il était très bien fait. Ce rapport n'est pas un évangile. C'est une étude scientifique, avec tous les défauts des études scientifiques. Son principal défaut était politique. Il parlait de l'humanité en général, sans préciser qui pouvait agir, où, et comment. Ce fut un best-seller, mais il n'a eu aucun effet sur la société.

Mon livre, aujourd'hui, je l'ai écrit parce que je suis optimiste. On pense toujours qu'on peut changer le monde, même si d'un point de vue rationnel, on sait aussi que c'est peu probable. Le mot-clé, c'est l'adaptation. Ne pas forcer le système. Parce que le système Terre est bien plus fort que nous.

**Boîte noire** : Cet entretien a été réalisé mercredi 6 mai à Paris, en français, pendant un peu plus d'une heure, dans les locaux de la fondation Charles-Leopold Meyer.

Ugo Bardi, *Le Grand Pillage – Comment nous épuisons les ressources de la planète*, Institut Veblen/Les Petits matins, 427 pages, 19 euros.

## **Laisser les énergies fossiles sous terre, une obligation**

**Biosphère 28 avril 2015**

Remplacez « *l'or et l'argent* » par « *ressources fossiles* » dans cette phrase de Thomas More écrite en 1516 et vous obtenez une magnifique idée contemporaine : « *L'or et l'argent n'ont aucune vertu, aucun usage, aucune propriété dont la privation soit un inconvénient véritable. C'est la folie* »

*humaine qui a mis tant de prix à leur rareté. La nature, cette excellente mère, les a enfouis à de grandes profondeurs, comme des productions inutiles et vaines, tandis qu'elle expose à découvert l'air, l'eau, la terre et tout ce qu'il y a de bon et de réellement utile (L'utopie). » Nous conseillons aussi de lire [Lewis Mumford](#) : « L'exploitation minière est la métaphore de toute la civilisation moderne. Le travail de la mine est avant tout destructeur : son produit est un amas sans forme et sans vie, ce qui est extrait ne peut être remplacé. La mine passe d'une phase de richesse à l'épuisement, avant d'être définitivement abandonnée – souvent en quelques générations seulement. La mine est à l'image de tout ce qu'il peut y avoir de précaire dans la présence humaine, rendue fiévreuse par l'appât du gain, le lendemain épuisée et sans forces. » Il faut comme l'exprime Maristella Svampa [déconstruire l'imaginaire extractiviste](#) : « Personne ne peut penser l'Argentine sans production agraire. Alors qu'il est possible de penser une Argentine sans grands projets miniers. »*

Jusqu'à maintenant le « désinvestissement » dans les énergies fossiles n'était approuvé que par la plupart des écologistes, il reçoit aujourd'hui le soutien du quotidien britannique The Guardian. Ce média est associé depuis mars 2015 avec l'ONG 350.org dans la campagne « Keep it in the Ground » (« Laissez-le sous terre »). Alan Rusbridger, directeur du Guardian s'exprime dans LE MONDE\*, en résumé :

*« Durant mes vingt ans comme directeur du Guardian, je n'avais jamais lancé un appel comme celui-ci, un mouvement de désinvestissement. Si l'on pense à ce qui restera dans l'Histoire, le changement climatique est la plus grande « story » de notre époque. L'écrasante majorité de la communauté scientifique s'accorde à dire qu'il y a urgence à agir. Il n'y a pas de sujet plus sérieux que le réchauffement climatique. Or jusqu'à présent, il n'avait fait que très rarement la « une » du Guardian. Au cours des dix dernières années, l'industrie de la presse s'est fracturée, elle est devenue peureuse. On regarde en permanence nos chiffres de ventes, nos nombres de lecteurs et d'abonnés. Si vous voulez faire du journalisme, il faut garder l'intérêt général comme moteur. Et je ne vois pas de plus grand intérêt général que d'aider à la prise de conscience sur le dérèglement climatique. Le journalisme est très efficace pour raconter ce qu'il s'est passé hier, mais il l'est beaucoup moins pour faire le récit de ce qui va se produire dans dix ans. Pourtant, cela reste du journalisme, car les décisions que nous prenons*

*aujourd'hui auront des conséquences dans les dix prochaines années et au-delà. Il faut trouver le moyen de faire réfléchir nos concitoyens car la classe politique ou les marchés ne sauront pas le faire. »*

\* LE MONDE du 19-20 avril 2015, « Il n'y a pas de sujet plus sérieux que le climat »

## Démographie mondiale et capacité de charge planétaire

Biosphère 28 octobre 2011

Nous nous multiplions comme des lapins sans chasseurs. Quelques chiffres à retenir de la population mondiale : 1 milliard en 1804, 2 milliards en 1927, 3 milliards en 1960, 4 milliards en 1974, 5 milliards en 1987, 6 milliards en 1999, 7 milliards en 2011 et 15 milliards prévus en 2100. Selon les calculs de l'ONU, la population mondiale doit dépasser le seuil symbolique des 7 milliards le 31 octobre 2011. Un [rapport du Fonds des Nations Unies pour la population \(Unfpa\)](#) prédit que le nombre d'êtres humains sur Terre pourrait dépasser les 15 milliards d'ici 2100 si les taux de fertilité se révélaient à peine plus élevés que les prévisions actuelles. Alors, combien de gens notre planète peut-elle supporter ?

Aujourd'hui l'emploi vient déjà à manquer, c'est l'explication première du « printemps arabe ». Les mégapoles continuent de s'étendre, de plus en plus de gens y vivant de façon infra-humaine. Les mouvements migratoires souvent forcés déséquilibrent les territoires. Le stress hydrique s'amplifie, on prévoit un déficit de 40 % entre demande et ressources disponibles en eau d'ici 2030. Il faut actuellement dix-huit mois à la Terre pour régénérer les ressources naturelles utilisées en une seule année, le **jour du dépassement**, c'était le 27 septembre dernier. Déjà plus d'un milliard d'êtres humains ne mangent pas à leur faim. N'oublions pas les autres formes de vie dont l'expansion humaine limite la niche écologique ; nous créons une extinction importante des espèces. La planète est de moins en moins agréable à vivre pour tous, 7 milliards c'est déjà trop !

Dans son [Antimanuel d'écologie](#), Yves Cochet pense que la disponibilité à bon marché des énergies fossiles a permis à l'humanité de vivre au-dessus de la capacité de charge de la planète. Cette époque s'achève avec l'arrivée du pic de pétrole, et vers 2025, du pic énergétique général. Il existe en effet une

corrélation historique entre la quantité totale d'énergie dans le monde et, d'un autre, le niveau démographique et le niveau de vie. Cette corrélation est si forte qu'on peut émettre l'hypothèse d'une causalité : moins il y aura d'énergie disponible, moins la planète pourra accueillir d'individus à un certain niveau de vie. En résumant dans l'expression « niveau de vie moyen » de la Terre le rapport entre la consommation d'énergie par personne et le nombre de la population, on pourrait énoncer que plus le niveau de vie est élevé, moins la planète peut accueillir de personnes. Si cette hypothèse est vraie, le nombre maximal d'humains sur terre, au niveau de vie moyen actuel, déclinera d'environ 7 milliards à environ 5 milliards en 2050, puis 2 à 3 milliards en 2100.

## **Make in India, un rêve qui ne crée pas assez d'emploi**

**Biosphère 23 mai 2015**

Élu en mai 2014 sur un projet d'industrialisation\*, le premier ministre Narendra Modi tourne le dos aux enseignements de Gandhi et de Malthus. En Inde, 750 millions d'Indiens sur 1,25 milliard ont moins de 25 ans. D'ici à 2025, **10 à 12 millions d'actifs supplémentaires vont se présenter chaque année sur le marché du travail**. Parallèlement, une quinzaine de millions d'emplois disparaîtront dans le secteur agricole. Si l'on veut éviter que le dividende démographique ne se transforme en génération perdue, **ce sont 100 à 130 millions d'emplois qu'il faudrait créer, hors agriculture, dans les dix prochaines années**. La pauvreté frappe 30 % des Indiens mais le choix industriel ne pourra pas créer suffisamment d'emploi, sans parler de l'exploitation programmée de la main d'œuvre. De plus il détériorera l'environnement, épuisement des ressources fossiles, émissions de gaz à effet de serre, pollutions diverses. L'Inde deviendrait avant 2025 le troisième importateur net de brut, derrière les Etats-Unis et la Chine, et le troisième émetteur de CO2.

L'Inde n'aurait jamais du abandonner la voie choisie par le mahatma **Gandhi**. Le premier mouvement de résistance non violente conduit par Gandhi, de 1919 à 1922, avait pour thème la charkha (petit instrument ancestral de filage) et le khadi (toile artisanale), base d'une prospérité écrasée par la « machinerie de Manchester ». Gandhi voyait un grand danger dans

toute innovation propre à élargir le fossé entre possédants et pauvres en induisant des besoins asservissants et impossibles à satisfaire. Ce modèle, la philosophie du rouet, refusait techniques dures et intrusion des pays riches. Gandhi s'il était toujours en vie aurait certainement dit face à Modi : « *Le renoncement à la voiture, même à la [Tata Nano](#), sera un jour la loi pour tous.* »

L'Inde aurait du suivre l'enseignement de **Malthus**. « *Si nous laissons la population s'accroître trop rapidement, nous mourons misérablement, en proie à la pauvreté et aux maladies contagieuses. Le peuple doit s'envisager comme étant lui-même la cause principale de ses souffrances. Je suis persuadé qu'une connaissance pleine de la principale cause de la pauvreté est le moyen le plus sûr d'établir sur de solides fondements une liberté sage et raisonnable. La multitude qui fait les émeutes est le produit d'une population excédante. Le nombre des ouvriers étant accru dans une proportion plus forte que la quantité d'ouvrage à faire, le prix du travail ne peut manquer de tomber ; et le prix des subsistances haussera en même temps. Tous mes raisonnements et tous les faits que j'ai recueillis prouvent que, pour améliorer le sort des pauvres, il faut que le nombre proportionnel des naissances diminue. Il suffit d'améliorer les principes de l'administration civile et de répandre sur tous les individus les bienfaits de l'éducation. A la suite de ces opérations, on peut se tenir pour assuré qu'on verra une diminution des naissances.* »\*\*

\* LE MONDE éco&entreprise du 17-18 mai 2015, Le pari industriel de Narendra Modi

\*\* [Essai sur le principe de population](#) de Robert Malthus (1798)

## ACTUALITÉS

### L'Arabie saoudite prête à renoncer au pétrole d'ici 2040

Charles Sannat et Sputniknews 26 mai 2015

L'Arabie prête à renoncer au pétrole d'ici 2040, ou l'Arabie sans pétrole d'ici 2040 ?

Cette annonce est plus une annonce officielle de la fin des réserves



exploitables de l'Arabie qu'autre chose. C'est donc une annonce particulièrement importante.

L'Arabie saoudite vient ni plus ni moins que de confirmer avec tact la notion de « déplétion » pétrolière. En clair, la production décline, ce qui devrait faire retourner les prix à la hausse et venir casser toute velléité de reprise de la croissance économique...

*Charles SANNAT*

**Selon le ministre saoudien du Pétrole, l'Arabie saoudite entend devenir un acteur important sur le marché de l'énergie solaire et éolienne.**

**[Le solaire et l'éolien ne peuvent absolument pas remplacer le pétrole dans le monde. Ce n'est pas du tout équivalent comme énergie.]**



L'Arabie saoudite, le premier exportateur mondial de pétrole, sera prête à renoncer au pétrole d'ici 2040, rapporte jeudi le journal [\*The Financial Times\*](#) se référant au ministre saoudien du Pétrole Ali Al-Naïmi. « L'Arabie saoudite reconnaît qu'un jour le monde n'aura plus besoin d'hydrocarbures. Je ne sais pas quand cela arrivera, probablement en 2040, 2050 ou plus tard. Nous nous sommes donc engagés dans un programme pour développer l'énergie solaire », a indiqué M.Al-Naïmi lors du Business and Climate Summit de Paris.

Selon le ministre, l'Arabie saoudite entend devenir un acteur important sur le marché de l'énergie solaire et éolienne et commencer à exporter de l'électricité au lieu des hydrocarbures.

Dans le même temps, M.Al-Naïmi a noté que plus d'un milliards d'habitants de la Terre n'avaient pas d'accès à l'électricité et que la demande mondiale en hydrocarbures ne baisserait pas ces prochaines années.

À l'heure actuelle, l'Arabie saoudite est le plus grand consommateur de brut au Proche-Orient. Elle consomme plus de 25 % de son pétrole, soit plus de 10 millions de barils par jour. Citigroup a indiqué dans un rapport de 2012 que l'Arabie risquait de devenir un pays importateur de pétrole d'ici 2030 si la demande en pétrole continuait d'augmenter au même rythme, précise *The Financial Times*. L'Arabie saoudite, tout comme les autres pays du Golfe, annonce depuis plusieurs années son intention d'utiliser plus d'énergie renouvelable, rappelle le journal. Il y a trois ans, des officiels saoudiens ont promis de construire beaucoup de centrales solaires dans le pays pour lancer des exportations d'énergie solaire. Mais la récente chute des prix du pétrole a mis en question la réalisation de ces projets.

L'Arabie Saoudite occupe le premier rang mondial en termes de réserves prouvées de pétrole avec 260,2 milliards de barils (environ un quart des réserves mondiales). En avril 2015, le Royaume a atteint un niveau de production record de 10,3 millions de barils par jour.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/economie/20150522/1016225737.html#ixzz3b9UiVTnz>

## **Pétrole : ne cédon pas à l'euphorie de la baisse des prix**

Les Echos | Le 22/05 à 06:00 de Pierre-René Bauquis

Après des années à plus de 100 dollars le baril, le pétrole a perdu la moitié de sa valeur. Ce moteur essentiel de la croissance est-il vraiment surabondant ? La branche Aspo France de l'association Aspo (Association for the Study of Peak Oil and Gas) estime qu'il faut tempérer l'optimisme. La notion d'un plafonnement de la production pétrolière mondiale, un « peak oil », demeure valable. La production mondiale de pétrole s'élève à près de 90 millions de barils par jour (Mb/j), en négligeant les biocarburants et autres pétroles synthétiques aujourd'hui marginaux. La grande majorité (80 Mb/j) est constituée de pétrole conventionnel, piégé dans des roches où il s'est accumulé sous forme de gisements. Ces stocks étant limités, leur extraction passera inévitablement par un pic avant de commencer à décroître. Or, nonobstant le progrès technique, ce maximum est pratiquement atteint. Sur le plan technique, c'est évident : quasi-stagnation de la production depuis six ans ; exploration décevante ; nouveaux champs coûteux à développer car

petits, à déclin rapide, et situés dans des zones reculées ou en mer profonde. La donne géopolitique n'arrange rien. De graves détériorations de la situation entravent la production (Iran, Libye, Nigeria, Venezuela). L'Arabie saoudite ne souhaite pas augmenter sa production. L'Irak pourrait augmenter la sienne de l'ordre de 3 Mb/j, à condition de sortir du chaos. Nous sommes ainsi arrivés depuis plusieurs années à un plateau de production des pétroles conventionnels, ondulant au gré des variations conjoncturelles, prélude du déclin.

La seconde catégorie est celle des pétroles non conventionnels, qui atteignent aujourd'hui 10 Mb/j. La première moitié correspond aux pétroles ultra-lourds du Canada et du Venezuela, qui devraient croître lentement, tant sont élevés les investissements et fortes les contraintes environnementales. La seconde moitié correspond au « shale oil », improprement appelé « pétrole de schiste ». Il a fait une irruption fracassante aux Etats-Unis, sa production ayant réussi à dépasser 4 Mb/j en quatre ans, contribuant à la chute des cours mondiaux. Contrairement au pétrole conventionnel, ce pétrole est resté à l'état diffus dans les roches-mères où il est né. Depuis peu, on sait l'extraire avec les méthodes utilisées pour le « shale gas » (gaz de schiste) : forage horizontal et fracturations hydrauliques multiples. Toutefois, en dépit de progrès techniques rapides, il est et sera cher à produire. Le baril à 50 dollars plonge beaucoup de producteurs de « shale oil » dans une situation financière intenable. La production américaine pourrait baisser dès fin mi-2015.

La question est de savoir pendant combien de temps la production des pétroles non conventionnels compensera la baisse du pétrole conventionnel. Elle retardera le déclin de la production mondiale, en atténuera la vigueur, mais ne l'empêchera pas. Il est donc fort peu probable que la production mondiale de pétrole d'origine naturelle dépasse un jour la barre des 100 Mb/j. Le plateau de production pourra tout au plus durer quelque dix ou vingt années... En tout état de cause, les coûts de développement de quasiment toutes les catégories de pétrole, conventionnel ou non, seront à l'avenir élevés. A terme, un prix situé à 100 dollars le baril sera nécessaire afin que tous les types de pétrole, notamment le « shale oil », puissent continuer à jouer leur rôle dans l'irrigation énergétique de l'économie mondiale.

Traduisant la conjonction d'une [surproduction](#) liée à l'arrivée brutale du « shale oil », d'une demande au ralenti et d'une appréciation sensible du

dollar, le bas niveau actuel du prix n'est que passager. La durée de ce passage est imprévisible. Il dépendra de la croissance et de la géopolitique. Mais les cours remonteront. Comme le pétrole restera longtemps encore un pilier essentiel de l'économie mondiale, mieux vaut essayer de prévoir de manière réaliste son évolution à long terme plutôt que de céder à une trompeuse euphorie du moment.

**Pierre-René Bauquis**

Pierre-René Bauquis est géologue et économiste, ancien directeur de la stratégie de Total.

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/02164928069-petrole-ne-cedons-pas-a-leuphorie-de-la-baisse-des-prix-1121580.php?RqQtxFuokiu92Dre.99>

## **PER, CAC 40 et camisole algorithmique : prudence sur les marchés boursiers**

26 mai 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Les bulles et les krachs sont des événements dont les conséquences néfastes accablent surtout les pauvres et les classes moyennes (qui tentent de placer leur épargne où ils pensent naïvement bénéficier du meilleur ratio rendement/risque)... En revanche, les ultra-riches, eux, sont confrontés à des cas de figure inédits sur lesquels l'histoire ne jette aucun éclairage pertinent.

C'est la première fois par exemple qu'une survalorisation démesurée de tous les actifs financiers se propage sans que le "petit peuple" ne soit de la partie et vienne racheter au plus haut ce que les riches ont acheté au plus bas. Les gens n'ont appétit ni pour des emprunts d'Etat qui ne rapportent rien, ni pour des actions dont les multiples explosent tandis que les profits réels progressent au rythme le plus lent jamais observé depuis l'après-Seconde Guerre mondiale, six ans après l'amorce d'un prétendu nouveau cycle de croissance.

Qui a envie de se constituer un portefeuille d'entreprises qui n'investissent pas, n'embauchent pas et n'augmentent pas leurs salariés, délocalisent leurs sièges sociaux pour des raisons fiscales, cachent leur profits dans des dizaines de filiales *offshore* et versent des dividendes grâce à de l'argent emprunté ?

Et le vieux coup des "PER qui ne sont pas cher"... cela ne prend plus depuis 2010.

*Les épargnants ne sont pas revenus vers la bourse* Les épargnants ne sont pas revenus vers la bourse. Ceux qui possèdent des actions en sont souvent crédités à leur corps défendant, au travers de plans d'épargne de type fonds de pension dont la valeur au moment de la retraite constitue une vraie loterie. Souvenez-vous de la mésaventure subie par les salariés d'Enron, Worldcom, Adelphia... et de tous ceux ayant cessé leur activité en 2001/2002 puis en 2008/2009 : de quoi vivent-ils aujourd'hui ?

Le PER est devenu une référence particulièrement trompeuse. Celui de l'indice S&P 500 est le plus souvent estimé à 17,5, ce qui est déjà bien supérieur à la moyenne à long terme qui est de 14,8.

### ▪ **Méfiez-vous du PER**

Mais le PER dissimule un biais qui fausse l'appréciation des non-initiés. Ils confondent trop volontiers les dividendes bruts (ce qu'intègre le PER) et les profits, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Une entreprise qui ne gagne pas d'argent peut toujours distribuer un dividende (en s'endettant, en rachetant ses propres titres, en cédant des actifs, etc.) et rémunérer grassement ses actionnaires... alors même qu'elle est sur le déclin et que la pauvreté de ses résultats opérationnels devrait susciter des questions sur la stratégie à moyen terme.

En ne tenant compte que des profits non-financiers (revenus d'activité), le PER moyen du S&P est désormais très supérieur à 20 fois les bénéfices réels.

Alors bien sûr, 21 ou 22 de PER, c'est une bagatelle en regard de multiples supérieurs à 67 à Shenzhen (oui, vous lisez bien : PER de soixante-sept) et de 40 à Shanghai, hors secteur bancaire et pétrolier. Une estimation hédoniste puisque beaucoup d'entreprises chinoises se targuent de profits invérifiables... D'ailleurs, essayez de vous faire une idée des bénéfices d'Alibaba : personne n'est en mesure d'en formuler une estimation crédible.

Puisque les PER sont deux fois plus élevés à Shanghai (ils égalent leurs niveaux record de l'été 2001) et trois plus à Shenzhen qu'à Wall Street, les valeurs américaines ou européennes ne sont pas chères par comparaison.

L'évocation de la Chine, c'est l'occasion de mettre en évidence les mécanismes classiques du gonflement d'une bulle : une foule imbécile, avide et parfois analphabète, emportée par une hystérie spéculative qui puise sa

source dans de l'argent trop facile, démultipliée par des leviers délirants et boostée par un sentiment d'invincibilité illusoire.

*En Europe et à Wall Street, il y a également un sentiment d'invincibilité*

En Europe et à Wall Street, il y a également un sentiment d'invincibilité, les banques centrales ne cessant d'intervenir pour soutenir les cours à la moindre menace de consolidation. Il y a également des leviers — les institutionnels, s'appuyant sur le "put Draghi" ou le "put Yellen", prennent tous les risques puisque les gains sont en principe certains — mais il n'y a aucun enthousiasme populaire, aucun phénomène de foules succombant à une vague d'euphorie irrationnelle.

Investir en bourse ne fait plus partie des conversations entre particuliers quand il s'agit d'évoquer une stratégie patrimoniale. Les anciens "mordus" ne regardent même plus les cours : "tout ce cirque, c'est bidon".

Et nous lisons souvent que ce *rally* haussier est "le plus détesté de l'histoire" par une majorité d'actionnaires américains.

#### ▪ **Même les pros doutent...**

Même les gérants qui encensent l'action des banques centrales en public se montrent plus que sceptiques "en *off*". Ils participent au mouvement haussier à reculons.

Les plus honnêtes avouent acheter "par défaut", sous la contrainte de leur mandat. Les brasseurs d'argent qui gèrent les méga-flux de liquidités inventés par les banques centrales n'interviennent qu'au travers d'instruments comme des ETF, qui leur permettent de décamper du marché en quelques secondes à la moindre alerte.

Ce n'est pas une image : il suffit d'observer à quelle vitesse se vident les carnets d'ordres — et comment la contrepartie s'évapore en un éclair — lorsqu'un algorithme haussier ou baissier est activé par un ou plusieurs des relais financiers des banquiers centraux (banques d'affaires, *hedge funds*).

Dès qu'il est identifié, tous les opportunistes s'engouffrent dans la brèche, les contrariens se couchent.

*Le marché ne va nulle part, le prix des options tend vers zéro*

Tout récemment, nous avons observé une phase de stagnation surnaturelle des indices boursiers durant 120 heures, ce qui trahit la mise en oeuvre d'une "camisole algorithmique". Là, le cas de figure est

inverse puisque quiconque croit identifier une tendance et mise sur un accroissement de la volatilité se fait littéralement plumer, via l'effondrement de la "valeur temps" : le marché ne va nulle part, le prix des options tend vers zéro.

De lundi à vendredi dernier (21h30), 95% des échanges au sein du Dow Jones se sont effectués entre 18 280 et 18 340 points, soit un corridor de 60 points ou 0,33% d'amplitude.

Même scénario pour le S&P, avec 30 heures de transactions (prises dans la continuité) toutes entières inscrites entre 2 125 et 2 135 points. C'est là encore moins de 0,4% de variation en quatre séances, avec une forte décreue de l'activité jeudi et vendredi.

Et le CAC 40 reste prisonnier depuis une semaine (mardi dernier, 9h15) d'un corridor 5 090/5 150. Cela débouche sur un effondrement des volumes depuis mercredi dernier : tous les traders ont vite compris que le "marché" ne devait aller nulle part.

En fait, beaucoup d'opérateurs ont compris depuis mars 2009 — voire l'automne 2010 pour les plus lents —, qu'il n'y a plus de marché à partir du moment où il n'y a plus qu'un opérateur qui impose sa stratégie au travers de relais financiers qui lui sont totalement dévoués par conviction (comme JP Morgan qui gère un tiers des actifs de la Fed) ou par opportunisme (Goldman Sachs étant la seule banque d'affaires à jouer sa propre partition lorsqu'elle acquiert la conviction que la banque centrale perd la main).

#### ▪ **La BCE et les banques...**

Cette fois-ci, cependant, le scénario sera différent. La BCE vient en effet de démontrer qu'elle orchestre bien la fuite en avant (comme cela doit avoir été convenu avec la Fed)... mais elle se voit contrainte de changer de tempo au bout de trois mois. Un changement de braquet qui invite à s'interroger à la fois sur le calibrage du QE, sur les canaux de transmission de sa politique monétaire et pire que tout, sur la pertinence d'envoyer les taux explorer des territoires inconnus, avec comme conséquence absurde de pénaliser l'épargne obligatoire puis ultimement la détention de liquidités.

Et voici le citoyen européen confronté à une alternative des plus singulières : investir la mort dans l'âme dans des actifs surévalués... ou payer pour exercer le droit de ne prendre aucun risque en se faisant confisquer une partie

de ses dépôts par le système bancaire.

*Les banques peuvent en revanche inventer n'importe quel prétexte scélérat pour vous délester d'une partie de votre épargne*

Si les liquidités figurant sur vos comptes ne peuvent en théorie pas produire d'intérêts négatifs (comme un Bund de maturité cinq ans ou une OAT de maturité trois ans), les banques

peuvent en revanche inventer n'importe quel prétexte scélérat pour vous délester d'une partie de votre épargne : frais de tenue de compte additionnels pour détention de numéraire au-delà de 10 000 euros, pseudo droits de garde, taxation des retraits en liquide au-delà de 1 000 euros par mois, etc.

L'objectif : vous contraindre par tous les moyens de racheter — au plus haut absolu — les dettes provenant d'émetteurs insolvables et les actions gonflées à l'hydrogène (gaz hautement explosif) dont les ultra-riches cherchent désespérément à se délester.

D'habitude, ce transfert s'opère naturellement. Pas cette fois car l'arnaque est trop grosse : l'épargnant se met "aux spéculateurs absents".

## [Ce que la société DynCorp fait à Medellin, en Colombie](#)

26 mai 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ "J'aime beaucoup Medellin", nous a dit une femme de 50 ans. "Je m'y sens en sécurité. Les gens sont gentils. La météo est parfaite. Et les prix sont bas".

Nous avons entendu la même chose d'autres Américains que nous avons rencontrés sur place. (Nous-même n'y sommes pas resté assez longtemps pour nous faire notre propre opinion : nous sommes en route pour Londres).

"Je voulais juste sortir de l'argent des Etats-Unis. Vu la manière dont se passent les choses, j'ai l'impression d'avoir besoin d'avoir un refuge quelque part. Je n'ai pas vraiment beaucoup d'argent, mais j'en investis le quart ici. Il suffit de regarder autour de soi pour s'apercevoir que le pays est plein d'avenir. Quand je suis aux Etats-Unis, j'ai toujours l'impression qu'ils sont sur le déclin".

Medellin donne effectivement l'impression d'un endroit en plein boom. Un soir, par exemple, nous sommes allé dans l'un des restaurants les plus avant-garde que nous ayons vu.



"C'est un menu moléculaire", a tenté d'expliquer le serveur dans un anglais hésitant. "Vous avez 15 *experiencias*".

Il était déjà tard, pour un *gringo*.

*Je peux imaginer ce qu'est une experiencia, mais qu'est-ce qu'un menu moléculaire ?*

"Je peux imaginer ce qu'est une *experiencia*, mais qu'est-ce qu'un menu moléculaire ?" avons-nous demandé à un compagnon de table.

### ▪ Cela devient... intéressant

"C'est quand ils décomposent le plat et le recomposent de manière innovante. On peut vous présenter quelque chose qui ressemble à un steak, par exemple, mais qui peut être constitué d'oignons, de betteraves et de jasmin parfumé".

Ainsi averti, nous nous sommes préparé à une *experiencia*.

La première est arrivée sous la forme d'un petit amuse-bouche que nous n'avons pas pu identifier — ni les éléments le composant, ni la stimulation désirée. Mais la suivante était plus hardie.

"Mettez vos mains en coupe", nous a demandé le serveur. Comme pour demander l'aumône, nous avons rassemblé nos mains, dans lesquelles il versa une compotée de baies tièdes, suivie d'une louche de sauce crémeuse, également tiède.

*"Frottez-vous les mains avant de manger", nous encouragea-t-on*

"Frottez-vous les mains avant de manger", nous encouragea-t-on.

Nous nous sommes exécuté de notre mieux, terminant les mains couvertes d'une masse grasseuse. Nous n'avons pas eu d'autre choix ensuite que de lécher la mélasse ainsi obtenue. C'était bon. Mais nous ne douterons plus jamais des améliorations technologiques engendrées par l'humble cuiller.

On mit des bassins devant nous, et de l'eau tiède pour laver nos mains collantes. Nous étions prêts pour le plat suivant. Nous avons mangé avec curiosité mais peu de satisfaction. Un plat après l'autre — et un petit déluge de Malbec argentin vint aider à faire passer tout ça.

Finalement, le dernier plat fut annoncé. Le dessert : du nougat. Mais attendez, dit l'arbitre des réjouissances. "Ne pensez pas vous en sortir aussi simplement, nous avons fait une feinte". Le nougat avait été surgelé, comme emballé dans de la neige carbonique. Dès qu'il touchait la langue, il collait

et brûlait.

"Il faut le faire bouger", nous dit-on.

C'est ainsi que passa une délicieuse soirée de découverte culinaire. Tout de même, de telles *experiencias* sont inconnues à Baltimore. Nous n'avons aucun restaurant aussi *in*, aussi mondain, aussi avant-garde.

### ▪ Comment résoudre le trafic de drogue

Par la fenêtre de l'aéroport de Medellin, on peut voir un gigantesque panneau d'affichage pour DynCorp. Le nom nous semblait familier, nous avons donc fait quelques recherches. Comme nous le pensions, DynCorp est une société de défense basée en Virginie du Nord. Si l'on en croit Wikipedia, l'entreprise a participé à un certain nombre de projets profitables — faisant la quasi-totalité de ses profits grâce au gouvernement en fournissant, entre autres choses, des systèmes informatiques et un soutien anti-terroriste à la CIA.

*Ici en Colombie, l'armée américaine — soutenue par DynCorp — servait à empêcher le trafic de drogue*

Ici en Colombie, l'armée américaine — soutenue par DynCorp — servait à empêcher le trafic de drogue.

"Enfin, c'était plus compliqué que ça", nous a expliqué une source locale. "Ils n'allaient pas mettre fin au commerce de la drogue. Cela aurait été fou de l'imaginer. L'activité est dominée par de grandes familles, puissantes, avec beaucoup de relations. C'est une activité gigantesque et très profitable. Les familles impliquées ne se sont jamais trop souciées du gouvernement parce qu'il était généralement partie prenante dans les accords. Mais elles se souciaient beaucoup les unes des autres. C'est pour cette raison qu'il y avait tant de violence — la guerre entre les familles de la drogue. C'est un secteur très concurrentiel".

"Ce qui semble avoir été mis en place... personne n'en est certain... c'est que le gouvernement a passé un accord avec l'une des familles. Elle utiliserait l'armée américaine (et des entreprises comme DynCorp) pour éliminer la concurrence. Et le monopole qui restait accepta d'arrêter de tuer des gens".

Apparemment, ça a marché.

## [La crise nous fait un vrai festival...](#)

mai 26, 2015/ [Articles des éconoclastes](#) /par [Philippe Béchade](#)

Je ne sais pas si le palmarès du Festival de Cannes peut constituer aux yeux du monde entier un « avis de grand frais » sur la désintégration sociale qui

affecte la France mais également beaucoup de pays aux alentours... il n'empêche que le couronnement de films qui traitent de « la crise » (chômage, déclassement, déracinement) et d'acteurs qui incarnent des victimes de « la crise » télescope le discours officiel qui ne cesse de marteler « le pire est derrière nous, la croissance repart », alors que c'est tout l'inverse qui est perçu par 70% de la population, et bon nombre de réalisateurs présents sur la Croisette.

**La nette percée de Podemos (gauche antilibérale) aux municipales le weekend dernier témoigne de cette même incrédulité populaire en Espagne face aux discours triomphalistes de l'équipe dirigeante qui revendique la paternité d'un pseudo renouveau économique, lequel tient essentiellement au franc succès des mesures d'incitation à l'achat d'un nouveau véhicule.**

Les effets positifs sur les immatriculations sont spectaculaires, mais comme pour tout cadeau fiscal, le principe reste: c'est « l'état qui paye ».

Et l'état, c'est au bout du compte chaque espagnol -y compris ceux qui n'achètent pas de voiture- qui pourrait à terme supporter le coût de l'opération... à moins bien sûr que les futures recettes fiscales ne viennent compenser le déficit budgétaire qui se creuse aujourd'hui.

Pour en revenir à Cannes, jamais depuis sa création en 1939 (et son premier déroulement « normal » en 1946), le palmarès n'avait été aussi marqué par « la crise », alors que jamais les festivaliers n'ont été aussi riches (il n'y avait qu'à compter les yachts de plus de 30 mètres amarrés au large de la Croisette ou à Monaco: plus aucun « anneau » disponible dans un rayon de 50Km autour du « Rocher »)... et rarement les fêtes n'ont été aussi somptueusement démesurées.

Voilà un nouvel exemple saisissant de télescopage de l'ultra richesse et du vaste monde exclu du miracle des « quantitative easing ».

**Et que penser de cette autre coïncidence: si le jury du festival braque les spotlights sur les exclus, les populations en galère, les ultra riches et les « maîtres du monde » -ceux qui composent le plateau des « guest-stars » du World Economic Forum de Davos- ont peur !**

Non, bien sûr, pas des pauvres et des laissés pour compte (un loup ne fait pas

d'insomnie parce que le troupeau de mouton n'a pas bonne opinion de lui) mais parce qu'ils perçoivent comme un malaise avec le cas de figure sans précédent inhérent à la persistance des taux zéro.

Vous imaginez bien qu'à aucun moment ils ne critiquent la stratégie d'impression monétaire massive des banques centrales dont ils sont les grands bénéficiaires mais qui a conduit à une situation inédite et fertile en questions sans réponses.

### **Les complices -et obligés- des grands argentiers s'interrogent ouvertement sur la pérennité de la « stabilité financière ».**

Traduit dans le langage un peu plus « brut de décoffrage » façon Econoclaste, la question devient: « maintenant que les banques centrales ont aboli le marché, que les prix des actifs n'ont plus aucun rapport avec leur valeur ou avec le risque lié à l'émetteur, maintenant que les pauvres sont privés de rémunération pour leur épargne tandis que les entreprises se vident de leur substance pour déverser des profits -qui souvent n'existent pas- dans les poches des actionnaires... oui maintenant, qu'est-ce qu'on fait de tout le pognon qui nous est tombé du ciel (ou plutôt, qui a jailli des imprimantes de la FED, de la BoJ, de la BoE et enfin de la BCE) » ?

### **Qu'est-ce que les banques centrales peuvent encore tirer de leur chapeau pour continuer d'enrichir les ultra riches et spolier les « 99% » au cours des prochains mois et des prochains trimestres ?**

Souvenez-vous de Jamie Dimon, le CEO de JP-Morgan évoquant début avril la menace d'un krach d'une ampleur historique, ou encore les questionnements des « têtes pensantes » de Citigroup au sujet de la soutenabilité des valorisations actuelles, avec cette invitation faite à la FED de fournir des « guidance » qui permettent aux brasseurs d'argent d'y voir clair.

Je n'ai délibérément pas employé le mot « marché » car il n'y a justement plus de marché depuis bientôt 7 ans... depuis que les banquiers centraux se sont emparés du rôle consistant à fixer la valeur des actifs, à répartir entre géants de la finance triés sur le volet (les entités « systémiques ») les plus-values créées artificiellement sur les emprunts d'état, le crédit immobilier ou à la consommation, les dettes municipales.

**Et nous attirons votre attention sur les dettes municipales qui sont un « vrai sujet »: il y a des milliers de villes en faillite aux Etats Unis, mais il y en a également des centaines et France -et cela se sait moins- en Allemagne... et des centaines de milliards sont en jeu.**

Les médias n'en parlent pas car il s'agit d'un secret honteux et qui concerne très directement tous les contribuables : vous savez... ces épargnants que les banques centrales privent de rendement depuis 2009 parce que le risque lié à l'émetteur aurait disparu.

Les contribuables seront au besoin appelés à combler le passif comme ce fut le cas pour Detroit et comme cela pourrait bientôt l'être pour Chicago... ou plus près de nous Sisteron, pour évoquer une charmante bourgade en faillite qui a eu les honneurs des médias nationaux durant le weekend de la Pentecôte.

Mais heureusement, ce genre d'anecdote a été reléguée en fin de journal télévisé, bien après les « échos de la croisette », les essais du Grand Prix de Monaco se déroulant sous les yeux des joueurs du PSG... venus fêter sur la côté d'azur leur 5ème titre de champion de France au milieu de hordes de mannequins, de starlettes, de milliardaires (parfois propriétaires de clubs de foot ou d'écuries de Formule-1).

D'une certaine façon cette année, il est vraiment difficile de prétendre que les VIP qui se donnent rendez-vous fin mai entre Cannes et Monaco « ne connaissent pas la crise » (grand prix d'interprétation pour Vincent Lindon) -ou le drame des réfugiés (point de départ du film « palme d'or » de Jacques Audiard)- puisque c'était les « sujets du moment » lors des diners en ville et des soirées branchées.

Parmi les questions auxquelles ne répondent pas les films évoqués mais qui peuvent préoccuper les 0,01% qui sont venus à Cannes en jet privé avant de rejoindre leur yacht en hélicoptère, il y a la grande inconnue concernant la réaction des citoyens occidentaux en cas de confiscation de leur épargne pour renflouer les municipalités, ou la BCE en cas de « grexit » (liste de cas de force majeure non exhaustive).

Une autre porte sur les moyens de « punir » ces épargnants non coopératifs qui préfèrent détenir du liquide (qui ne peut avoir un rendement négatif contrairement aux dettes d'état qu'achètent les organismes financiers qui

gèrent leur future retraite) plutôt que des actions survalorisées et dont les ultra-riches voudraient justement se débarrasser alors qu'elles sont à leur zénith historique.

**Mais rien ne se passe comme lors des précédentes bulles : nous lisons souvent que ce rallye haussier est « le plus détesté de l'histoire » par une majorité d'actionnaires américains (comment parler de « bulle » si ceux qui l'alimentent détestent la substance dont elle est constituée ?).**

Même les gérants qui encensent en public l'action des banques centrales se montrent plus que sceptiques « off the record » : ils participent certes au mouvement haussier, mais à reculons.

Les plus honnêtes avouent acheter des actions « par défaut », sous la contrainte de leur mandat... et les brasseurs d'argent qui gèrent les méga-flux de liquidités injectées par les banques centrales n'interviennent qu'au travers d'instruments comme des ETF qui leur permettent de décamper du marché en quelques secondes à la moindre alerte.

**Les banques centrales se retrouvent donc cette fois-ci confrontées aux limites de leur illusion de toute puissance sur les cycles économiques via la « fiat money » : si l'efficacité s'avère nulle et que les initiés le savent, la question n'est donc pas de savoir si le système mis en place se désintégrera -en même temps que la confiance-, mais quand.**

Ce pourrait être tout de suite... mais il y a peut être moyen de prolonger la plus grande imposture financière de l'histoire par des moyens relativement classiques.

L'un d'entre eux consiste à convaincre les gouvernements -complices ou sous contrainte- de mener une intense propagande en faveur des actions (y compris par le biais d'incitations fiscales) tout en réprimant l'épargnant jusqu'à l'extrême limite du possible: en le dissuadant au maximum de détenir du « cash » (de la monnaie « physique »... Franklin Roosevelt alla même jusqu'à interdire la détention d'or aux Etats Unis le 5 avril 1933) afin de s'assurer le contrôle total des mouvements de capitaux privés.

**Le « cash » stocké dans un coffre ne peut faire l'objet ni d'un prélèvement (comme des frais de tenue de compte ou des droits de garde), ni d'une « chypriotisation » (des liquidités n'ayant qu'une**

**existence numérique peuvent être gelées, confisquées, ou transformées en un actif sans valeur d'un simple clic de souris).**

Les victimes de la crise, les réfugiés primés à Cannes n'ont rien à craindre d'une telle éventualité puisqu'ils ne possèdent rien qui puisse faire l'objet d'une saisie légale dans le but d'éviter un chaos... en revanche, les classes moyennes -déjà démoralisées et en voie de précarisation- sont particulièrement vulnérables à une stratégie « choc et effroi » où la peur de perdre ce qui leur reste les poussera à tout accepter de la part de la BCE ou du FMI avant même d'éprouver l'envie de se révolter.

**Alors la question qui taraude les ultra-riches est probablement la suivante : et si les banques centrales, victimes d'un impondérable, perdaient soudainement la main comme durant l'été 2008... elles perdraient également leur crédibilité, et le pouvoir d'imposer aux gouvernements qu'ils spolient une fois de plus les » 99% » pour sauver les « 1% ».**

**Sachant que sur ces 1%, seuls 0,01% décident réellement de la manière dont notre monde fonctionne.... et c'est de ces 0,01% dont nous devons nous préoccuper car ce sont eux qui impriment la monnaie et dictent leurs quatre volontés à ceux qui font nos lois.**

**C'est-à-dire les élus du peuple sans réel pouvoir et qui ont désormais l'argent pour seul maître.**

**« Faire travailler les enfants sera plus facile !! »**

Charles Sannat 26 mai 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Depuis que je suis enfant et presque d'aussi loin que je me souviens, l'on

m'a toujours expliqué que j'avais une chance énorme, la chance de pouvoir apprendre, la chance de pouvoir aller à l'école pour plus tard pouvoir faire quelque chose d'utile pour les autres. On m'expliquait que mon travail n'était pas de travailler mais d'apprendre. Apprendre à lire et à écrire, savoir compter aussi bien évidemment. Mais surtout apprendre le monde, l'histoire, les sciences, les techniques. On m'expliquait que j'avais une chance inouïe de pouvoir consacrer autant d'années à cet apprentissage sans qu'en échange, la société ne nous demande aucune productivité.

Le seul travail des enfants est celui d'apprendre pour se construire et être capable un jour de construire une société encore meilleure, et la société prenait tous les frais ou presque à sa charge... Enfin ça, c'était la théorie.

Aujourd'hui, il reste une école de Jules Ferry défigurée par 40 années d'idéologie confondante de stupidité ayant conduit à un échec massif de nos jeunes dont le niveau baisse de façon dramatique. Je ne ferai pas le procès de l'Éducation nationale. Dans sa forme actuelle, elle est condamnée par sa nullité crasse et profonde ainsi que par l'arrivée des nouvelles technologies qui vont bouleverser le monde enseignant... qui en a bigrement besoin.

Non, je voulais juste faire le parallèle entre le coût de notre école, entre l'importance que notre société est censée théoriquement accorder aux années d'éducation offertes à nos enfants avec cette nouvelle législation en Inde sur le travail des enfants.

### **Inde : faire travailler les enfants sera plus facile**

Ça y est, je vous entends déjà... « Mouais, l'Inde c'est loin.. Mouais... L'Inde qui fait bosser ses enfants, c'est son problème... Mouais... on s'en fout, vas-y chérie, remets The Voice, je veux écouter la nouvelle chanteuse corse » (Mais quelle voix bon sang... ) Sauf que ce qui se passe en Inde se passe aussi actuellement chez vous, sous vos yeux, là, maintenant...

Hein quoi ? Mais on ne fait pas bosser les enfants à la mine... Stop. Nuance, on ne fait plus travailler les enfants à la mine mais on aimerait bien recommencer, et c'est d'ailleurs tout l'enjeu autour de la réforme de l'apprentissage...

Parce qu'il y aura plein de bons arguments pour mettre vos gosses à la mine. D'abord, ils sont abrutis, ne savent plus lire ni compter... Ils font en plus des



conneries dans la rue, brûlent des poubelles, tiennent les murs et halls d'immeubles ou encore jouent aux gendarmes et aux voleurs... Alors autant les faire bosser hein... Voilà une idée qu'elle est bonne. Alors bon, l'apprentissage, on le met à partir de quel âge ? 16 ans ? Non, trop haut... N'oubliez pas, il faut « revaloriser » l'apprentissage (avec un mot positif comme ça, vous ne pouvez pas être contre sinon vous êtes un terroriste). Alors pour revaloriser l'apprentissage, le mettre à partir de 14 ans c'est bien. Et puis dans 5 ans, l'apprentissage ce sera 12 ans... Mais vous devez comprendre qu'il « faut tout essayer contre le chômage » y compris des jeunes... en faisant bosser les gosses tant qu'ils ont de petits doigts pas des gros trucs boudinés comme les miens qui n'arrivent plus à rentrer du fil dans le chat d'une aiguille (oui ma maman m'a appris la couture, et je ne veux rien entendre)...

### **Non mais quand même, c'est pas pareil**

Mais si c'est pareil, parce que nous sommes lancés dans une course totalement folle à la productivité, et vous croyez que c'est qui qui va la gagner la course à la productivité ? Nous, avec un droit social, des congés payés, des syndicats ou encore des gosses qu'on occupe plus ou moins mal à l'école avec des TAP à la con ? Ou les Indiens qui, eux, font bosser les gosses pour de vrai sans salaire minimum, sans législation protectrice et tout et tout ?

Évidemment, techniquement, tout le monde aura compris que c'est le moins disant qui l'emporte à ce jeu-là. Alors comment faire pour survivre avec notre droit social à nous ?

Simple. Mais alors simple comme bonjour les amis. Soit vous mettez des droits de douanes qui compensent ces différences de traitement social que l'on peut nommer « distorsions de concurrence »... Soit on ne fait rien et l'on continue à accepter les règles iniques de cette mondialisation et l'on met nous aussi nos gosses au turbin, d'où la « réforme » de l'apprentissage et la lente mais inexorable descente aux enfers de notre droit social et de nos avantages acquis... qui seront bien vite perdus.

### **Travail des enfants en Inde : des secteurs à risque à nouveau autorisés**

C'est un article de l'excellent *Courrier International* qui nous apprend que «

les défenseurs des droits des enfants ne décolèrent pas : le gouvernement indien a fait changer, le 13 mai dernier, la loi sur le travail des enfants votée en 2012. La liste des secteurs dits “à risque”, comme les exploitations minières, dans lesquels il est interdit d’embaucher des moins de 18 ans a été réduite pour permettre d’employer davantage de mineurs.

Par ailleurs, le nouvel amendement laisse la possibilité d’employer des enfants de moins de 14 ans dans l’industrie du divertissement et dans des entreprises familiales, définies de façon très floues.

Une décision qui représente un grand recul, selon les militants des droits de l’homme, rapporte le site indien The Wire, pour qui cet amendement “ouvre les portes de l’exploitation” malgré les amendes importantes prévues à l’encontre des employeurs contrevenants ».

## **Le progrès**

Voilà le progrès qu’il faut bêler. Voilà l’avenir que l’on vous met en place alors que l’on occupe les masses à regarder The Voice. Du pain et des jeux... Mais surtout des jeux, car vous allez rapidement vous rendre compte que côté pain, cela va vite devenir la disette, ce qui est déjà le cas pour nos millions de compatriotes au chômage.

Oui le progrès c’est faire bosser les enfants, oui le progrès c’est détruire l’école, oui le progrès c’est détruire les nations : l’idée c’est qu’il n’existe aucune entrave, aucune barrière aux profits des multinationales, et vous savez quoi ? C’est exactement ce qu’il se passe.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

## **Fin de l’EURO !! Berlin invite la Grèce à introduire une monnaie parallèle**

On va bien finir par y arriver à la sortie de l’euro par la Grèce, et c’est d’ailleurs la meilleure des solutions économiques.

Politiquement, ce ne sera tout de même pas neutre, ne serait-ce parce que quelle que soit la façon de l’habiller... cela veut dire que l’euro n’est pas irréversible.

Si la Grèce sort de l’euro même avec une « monnaie parallèle », cela veut dire que l’euro n’est pas une autoroute sans sortie.

Nous pourrions alors poser le véritable sujet : l'euro, encore ou plus du tout ?

*Charles SANNAT*

**Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a conseillé à la Grèce d'adopter une monnaie parallèle à l'euro au cas où Athènes n'arriverait pas à s'entendre avec ses créanciers internationaux sur un nouveau programme de soutien.**

**[La troïka va-t-elle accepter cette nouvelle monnaie (sans valeur établie) pour rembourser les 250 milliards d'euro qu'elle lui doit?]**

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a admis la possibilité d'introduction d'une monnaie parallèle en Grèce en cas d'échec des négociations du pays avec ses créanciers internationaux, a annoncé vendredi l'agence [Bloomberg](#), citant une source qui a requis l'anonymat. D'après la source, le ministre allemand a fait cette déclaration lors d'un entretien privé avec d'autres financiers européens.

Selon Bloomberg, cette position montre que Berlin envisage le pire scénario pour Athènes. Bien que la chancelière fédérale Angela Merkel ait à plusieurs reprises déclaré qu'elle voulait voir la Grèce rester dans la zone euro, Wolfgang Schäuble n'exclut pas la possibilité d'une sortie du pays de l'union monétaire.

En février dernier, les analystes de Goldman Sachs ont émis l'hypothèse selon laquelle la crise financière grecque pourrait aboutir à l'introduction de certificats de reconnaissance de dettes (IOU) dans le pays. Le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis a déclaré le 11 mai que la situation financière dans le pays était au plus mal et que la « crise des non-paiements » pouvait arriver dans les quelques prochaines semaines.

La Grèce a encore jusqu'à juin pour s'entendre avec les créanciers internationaux sur un nouveau programme de soutien. Or, le pays a besoin d'argent aujourd'hui même, car il n'est plus en mesure de servir sa dette avec ses ressources intérieures.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/economie/20150522/1016225181.html#ixzz3b9V2X3Ay>

## **[La Chine crée un important fonds pour le secteur de l'or](#)**

Ce fonds va permettre également de rendre plus opaque l'acquisition de l'or car lorsque le fonds achète... ce n'est pas une banque centrale... En tous cas,

cette information très importante signifie bien que pour la Chine, l'or reste un actif fondamentalement stratégique...

Soyez donc sereins.

*Charles SANNAT*

## **NOS POSSÉDÉS...**

**par François Leclerc 26 mai 2015**

Les négociations vont-elles enfin aborder la seule question qui compte, celle de la dette grecque et de son remboursement ? Les dirigeants européens ont dès le début fait le calcul de n'aborder ce deuxième volet des discussions qu'après avoir fait capituler le gouvernement grec en l'asphyxiant financièrement. Mais comment disjoindre les mesures exigées à court terme du calcul des allègements des remboursements à venir, qui sont reconnus comme inévitables à défaut de décote ? Irrésistiblement, la question refait surface.

Olivier Blanchard, l'économiste en chef du FMI, y contribue dans Les Échos, non sans logique lorsqu'il réclame « des mesures crédibles pour transformer ce dernier [le déficit budgétaire] en surplus et maintenir ce surplus dans l'avenir ». Quitte à décrire un système des retraites « souvent trop généreux », et des fonctionnaires en sureffectif. A n'envisager que des coupes budgétaires, à l'exclusion de toute perspective de relance économique reposant sur l'investissement. A se contenter, de manière restrictive, de préconiser de « regarder quelles mesures structurelles sont essentielles pour garantir une croissance soutenue à moyen terme ». Hors de l'austérité, point de salut !

Dans un nouvel article proposé en syndication, Yanis Varoufakis réfute cette approche : « notre gouvernement ne peut pas accepter – et n'acceptera pas – un remède qui a déjà prouvé durant cinq longues années qu'il était pire que l'affection qui était combattue », une potion qualifiée par Alexis Tsipras qui refuse de l'avaler de « demandes irrationnelles ». Le ministre des finances relie celles-ci aux exigences « insoutenables » d'excédents budgétaires qui sont formulées, et remarque en conclusion que « la demande de plus d'austérité par nos créanciers n'a rien à voir avec de véritables réformes ayant comme objectif de placer la Grèce sur une trajectoire fiscale soutenable. »

Préconisant de s'attaquer aux problèmes délaissés, le ministre de l'économie Georges Stathakis évoquait à ce sujet, dans une interview au journal Le Monde, « des problèmes structurels que la Troïka n'a ni identifiés, ni traités. Comme par exemple les relations entre l'État et certains intérêts privés ». Et il affirmait sa conviction que « notre économie présente un fort potentiel de croissance ». Mais, dans l'immédiat, seules les économies budgétaires réalisées par le nouveau gouvernement lui ont permis de régler ses factures et ses dettes, les recettes fiscales étant à la peine, car les mesures destinées à les développer ne peuvent produire leurs effets que progressivement.

C'est d'un plan de relance que la Grèce a besoin, assorti des réformes que le gouvernement a lancées, et d'autres qui pourraient suivre, ciblées afin d'atteindre ce qui a conduit la Grèce dans un abîme d'endettement pour le plus grand bénéfice de ses créanciers privés, qui se sont depuis défaussés.

L'idéologie *mainstream* y fait obstacle, faisant dire à Mario Draghi que la politique de la BCE de taux au plancher zéro pourrait durer dix ans, si des *réformes structurelles* ne sont pas réalisées, en dépit de leur effets négatifs qu'il reconnaît. Les conditions « presque idéales » pour les entreprendre ont été selon lui créées par la BCE, et il appartient désormais aux gouvernements d'agir. Toujours le même refrain : il faut débloquer la croissance qui ne demande qu'à jaillir. Et que l'on ne dise pas que la BCE se mêle de ce qui ne la regarde pas, les banques centrales ont « le devoir de s'exprimer sur les politiques qui rendent difficiles, voire impossible, l'exercice de leur mandat »...

Ces gens sont des possédés.

## [Nouvelles du poker menteur Grec](#)

Bruno Bertez 26 mai 2015

La situation Grecque reste confuse et il ne faut pas compter sur les nouvelles pour y mettre un peu d'ordre. Les fuites et déclarations n'ont qu'un objectif: embrouiller les marchés et le public. Ainsi on ne cesse d'annoncer un accord imminent dans le but de faire patienter les marchés et les empêcher d'anticiper, l'objectif est de paralyser.

La fraction dure de Syriza a été défaite dans un vote récent qui allait dans le sens de l'intransigeance, voire la rupture face aux demandes Européennes,

donc le manège est reparti pour un tour.

La position de Blanchard, encore au FMI, suggère une certaine souplesse, dans la mesure où le chef économiste évite d'imposer un contenu prioritaire aux réformes, mais demande qu'elles soient cohérentes : « Si la Grèce veut obtenir plus de flexibilité, elle doit d'abord présenter un plan de réformes plus cohérent ». Dans un entretien publié mardi par 'Les Echos', Blanchard estime ainsi que les mesures proposées par la Grèce à ses créanciers internationaux sont pour l'instant insuffisantes pour lui accorder cette flexibilité.

« Le Fonds Monétaire International a une position flexible sur ce qu'Athènes doit faire, dès lors qu'un programme cohérent est présenté in fine », déclare ainsi le responsable du FMI. Or, « au vu de ce qui est proposé pour l'heure, on est encore assez loin » des conditions susceptibles de permettre à la Grèce de maintenir un excédent budgétaire primaire (avant charge de la dette), poursuit l'économiste. « En tenant compte des dernières estimations faisant état d'un déficit budgétaire substantiel pour le moment, il faut donc des mesures crédibles pour transformer ce dernier en surplus et maintenir ce surplus dans l'avenir ».

l'ennui est que la Grèce court après le surplus budgétaire comme un chien court après sa queue, l'absence de reprise économique, la poursuite de la dégringolade du moral de la population et les divisions politiques empêchent de récolter les fruits des mesures qui ont déjà été prises.

Le crédit est totalement bloqué tant en raison de la situation des banques, du facteur risque et de l'absence de perspectives. Yanis Varoufakis a fort justement fait des propositions positives, elles ont été balayées d'un revers de main méprisant. Pourtant Varoufakis a raison, à ce stade il faut coupler, jumeler, un plan de réformes avec un plan de relance du crédit afin de soutenir l'activité et faire ressortir le fameux surplus qui n'est que potentiel. Pour sortir de l'impasse il faut absolument s'élever un peu, regarder plus loin, au delà des simples questions de trésorerie et de remboursement. Il faut aussi sortir des jeux de chantages.

La Grèce, qui est à court de liquidités, a prévenu le week-end dernier qu'elle ne serait pas en mesure de rembourser les prochaines échéances dues au FMI (1,6 milliard d'euros en 4 échéances, courant juin), si elle n'obtenait pas le déblocage de la prochaine tranche d'aide de l'Union européenne. Lundi soir,

le porte-parole du gouvernement a cependant assuré que « la Grèce s'acquittera de ses obligations », mais « dans la mesure où nous sommes capables de payer », ce qui n'a pas vraiment clarifié la question.

Malgré des semaines de négociations difficiles, les créanciers d'Athènes refusent encore de lui verser le solde de 7,2 MdsE prévu par leur programme d'aide, dans la mesure où le gouvernement grec ne s'est pas engagé à mener des réformes suffisamment crédibles aux yeux de ses créanciers.

Le FMI exige une réforme des retraites et moins de fonctionnaires, comme si cela était acceptable en ce moment. il est évident que c'est un objectif qu'il faut se fixer, mais avant tout il faut faire repartir la machine. La position du FMI nous fait penser à ses exigences lors de la crise Russe, ces exigences ont tout disloqué.

Olivier Blanchard estime qu'en l'état actuel des propositions grecques, « ce qui est évident, c'est que le système des retraites est souvent trop généreux, qu'il y a encore trop de fonctionnaires... Cela implique aussi de regarder quelles mesures structurelles sont essentielles pour garantir une croissance soutenue à moyen terme ».

Il a par ailleurs dit qu'il existait actuellement « plusieurs scénarios de crise, allant du contrôle des capitaux à la sortie de l'euro » de la Grèce, espérant toutefois « tous les éviter ».

## **Il faut sanctionner les incapables, responsables**

**Bruno Bertez 26 mai 2015**

Nous nous demandons souvent comment se fait-il qu'en France on ne sanctionne jamais les incapables. Ils se mêlent de tout , surtout de ce à quoi ils ne comprennent rien, ils légifèrent, ils décrètent et les assujettis se retrouvent avec des monstres, des moutons à cinq pattes ingérables, inapplicables, même par ceux qui sont de bonne volonté. Le compte pénibilité est un de ces mon stress.

Le gouvernement va assouplir la mise en oeuvre du compte personnel de pénibilité, a annoncé mardi Manuel Valls après la remise d'un rapport prônant une simplification de cette réforme jugée trop complexe par le patronat français.

« Le dispositif voté en 2014 est pertinent et juste sur le fond mais beaucoup

trop complexe pour les entreprises », a estimé le Premier ministre devant la presse.

La loi adoptée après l'élection de François Hollande, une des grandes promesses de sa campagne présidentielle, prévoit l'octroi de nouveaux droits aux salariés exposés.

Cette loi est entrée en vigueur le premier janvier 2015 pour quatre premiers critères — travail de nuit, en équipes successives, répétitif et en milieu hyperbare.

La prise en compte individuelle d'autres critères pour chaque salarié à partir de 2016, comme le port de charges lourdes, les postures pénibles, le bruit ou les températures extrêmes constituait un casse-tête administratif, notamment pour les petites entreprises.

## De l'état de Droit au Droit de l'Etat

Charles Gave, 26 mai 2015

Le Libéralisme est une doctrine juridique et non pas une doctrine économique.

Il est consubstantiel aux Lumières dont il était l'expression pratique.

Le but, à l'époque, était de trouver une organisation politique qui permette que les petits ne soient pas mis en esclavage par les gros, que ces mêmes petits ne massacrent pas les gros dans des Jacqueries à répétitions, et que le personnel de l'Etat soit au service de tous et non pas au service de lui-même. Ce fondement juridique essentiel de nos sociétés modernes est en train d'être battu en brèche comme jamais depuis les années 30, et ce mouvement rétrograde est bien sur mené par le personnel des classes technocratiques qui partout nous dirigent et que certains ont appelé la Classe (au sens Marxiste du terme) «Davos, Harvard, Wall-Street».

Pour accroître leurs pouvoirs, cette classe est en train d'utiliser les deux crises qui ont marqué le monde depuis le début du XXIème siècle et cette poussée me fait craindre que nous ne soyons en train de passer de l'état de Droit, qui n'existe que dans les systèmes fondés sur le Libéralisme, au Droit de l'Etat, qui en est la négation.

Quels furent ces deux événements ?



En premier nous avons eu les attentats aux USA, le 11 Septembre 2001. Tout le monde se souvient des attentats du 11 Septembre 2001 et chacun se remémore aussi l'endroit où il était quand il a appris la nouvelle et vu les images à la télévision.

Tout le monde se souvient aussi de l'extraordinaire implosion financière qui a suivi la faillite de Lehmann Brother en 2008-2009. Comme l'avait déclarée Rahm Emmanuel, un des principaux conseillers du Président Obama à l'époque: « *il serait dommage de laisser inexploitée une aussi belle crise* ».

Depuis ces heures tragiques je dois constater que partout en Occident, les pouvoirs en place ont utilisé les attentats ou la crise financière comme une façon de restreindre de façon extraordinaire nos Libertés Individuelles. Et cet effort constant a utilisé en premier l'outil qui permet à nos technocraties de surveiller les opérations financières effectuées par leurs populations en temps réel.

Je veux parler bien sur de l'informatique. Toute transaction de nos jours entre deux parties consentantes, si elle ne se fait pas en cash, donne lieu à une inscription de zéros et de uns dans un ordinateur quelque part. Tous ces paiements se compensent les uns les autres dans deux chambres de compensation gigantesques, l'une au Luxembourg pour l'Europe, l'autre aux USA pour tout ce qui concerne le Dollar US.

**Ce qui veut dire que pour tous les comptes officiels (le mien, le votre), le secret bancaire n'existe plus.**

Depuis 2001, moult accords internationaux ont été passé ouvrant le compte de tout un chacun à la puissance fiscale (et donc politique) du pays d'à coté.

Par exemple, moi, citoyen Français vivant à Hong-Kong, je dois remplir une déclaration fiscale à destination du fisc Américain.

Ou bien encore, le Droit et la Loi des Etats Unis s'appliquent à toutes les transactions ayant lieu en dollar. Autrefois, si une banque Française et une banque Belge faisaient des transactions en dollar les Etats Unis n'avaient rien à dire. Aujourd'hui, comme cette transaction sera compensée aux USA, la Loi Américaine s'applique, comme on l'a fort bien vu au moment de l'affaire de la BNP.

Voilà qui ouvre de merveilleuses opportunités pour de nouvelles taxations. Et les amendes de pleuvoir par milliards de dollars sur nos institutions

financières, qui ne peuvent se défendre, l'angle d'attaque étant toujours le même : ou vous payez, ou l'on vous retire votre licence aux USA, ce qui vous contraindra à la faillite. Les tribunaux vous donneront peut-être raison dans 10 ans, mais ca ne vous sera pas bien utile... C'est un peu comme en Sicile quand deux individus en gabardine et lunettes noires pénètrent dans votre bar à Syracuse et vous disent que vous avez de bien beaux enfants, à qui il pourrait arriver malheur si vous ne voulez pas payer la taxe de protection... la loi de la Mafia a remplacé la Loi.

L'asservissement de nos institutions financières à la puissance publique centrale devient de plus en plus patent et chacun devrait s'en inquiéter, mais le mouvement paraît bien engagé et difficile à arrêter.

L'étape suivante sera bien sûr de nous interdire de nous servir du cash, et l'on en parle déjà. .

L'asservissement objectif des institutions financières à nos différents « big brothers » leur permet de savoir à tout moment ce que vous et moi faisons de notre argent, ce qui ouvre des possibilités infinies aux pressions « amicales » qu'il est bon d'exercer sur les esprits forts, ce qui est bien pratique si l'on veut rester au pouvoir.

No contents de savoir ce que nous faisons de notre argent, nos « oints du Seigneur » ou ODS ont décidé qu'il leur fallait savoir aussi ce que nous nous disions les uns aux autres. Et donc, tous les réseaux de téléphone, tous les réseaux d'Internet sont surveillés par des « grandes oreilles », couplées à des ordinateurs extraordinairement puissants qui vérifient par exemple que je ne donne pas trop de coups de téléphone à des gens qui pourraient être mal intentionnés. Et comme tous les réseaux d'Internet finissent à un moment ou à un autre par passer par de grandes machines qui sont encore une fois sur le territoire des Etats-Unis ou de l'Europe, nous nous retrouvons dans le même monde que celui des organisations financières.

La présomption d'innocence a disparu.

Dans le fond, jamais dans l'Histoire, la vie de chaque particulier n'a été aussi étendue aussi transparente pour les institutions dirigeantes.

Et le mouvement ne fait que s'accroître.

La France vient de passer une loi scélérate (contre laquelle notre Institut a lancé une action collective) pour permettre à nos services secrets d'espionner

tout un chacun sans aucun contrôle des autorités judiciaires.

La séparation des Pouvoirs a disparu.

Certes, Rand Paul, en se dressant tout seul au Senat Américain a réussi à empêcher la reconduction automatique par le Senat du “Patriot Act “, voté sous la Présidence de George W Bush, mais je ne doute pas que les ODS vont revenir à la charge pour finir par l’emporter.

Ce qui m’agace le plus dans toute cette dérive totalitaire c’est bien sur le coté moralisateur utilisé par les ODS pour justifier leurs forfaits. Ces bonnes âmes nous disent qu’elles ne font tout ça que pour nous protéger des brebis galeuses présentes dans la population. Mais bien sur!

Comme chacun le sait, il n’y a pas et il ne peut pas y avoir de brebis galeuses au sein des ODS qui n’ont comme objectif unique de faire notre bonheur en y sacrifiant leur santé. L’Etat ne peut pas être criminel, comme chacun le sait. Sans parler des grands criminels, tel Hitler ou Staline, on se souvient par exemple de Nixon, avec le Watergate, ou du Président Mitterrand faisant espionner d’anciennes petites amies ou des écrivains qui ne pensaient pas que du bien du grand homme d’Etat que la France avait la chance d’avoir à sa tête.

Et de m’expliquer que mon refus d’avoir mes transactions financières fliquées ne s’explique que par mon désir d’effectuer des opérations illégales, à la Cahuzac, toujours non jugées et toujours en liberté...

J’ai droit aussi à la fameuse phrase constituant le cœur de tout totalitarisme  
« *Si vous n’avez rien à vous reprocher, vous n’avez rien à craindre* »

Mais qu’est qui me garantit que le Juge qui va rendre sa décision n’a pas été écouté lui aussi, ce qui l’amènerait peut -être à rendre un jugement quelque peu incompréhensible pour peu qu’il ait été l’objet de quelques pressions s’appuyant sur des informations qu’il préférerait ne pas être dans le domaine public?

Ou que mon concurrent, au Conseil duquel siègent plusieurs ODS bien placés ne va pas recevoir les termes de mon offre lors d’un marché public?

Car il fait bien se rendre compte quelque chose de tout à fait évident : Au prétexte de lutter contre la criminalité et la corruption des individus, on donne à ceux qui gèrent l’Etat un outil incroyablement puissant qui va

favoriser une explosion de la criminalité et de la corruption **dans le secteur public.**

Et si l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle nous a appris quelque chose, c'est bien que la corruption et la criminalité à l'intérieur de l'Etat sont beaucoup plus dangereux que si ces deux fléaux restent confinés dans la sphère privée

Nous sommes donc en train de passer d'un état de Droit au Droit de l'Etat.

Il s'agit là d'une régression intellectuelle et morale inimaginable.

Ceux qui gèrent l'Etat, de ce fait, sont devenus de vrais privilégiés à qui une règle différente s'applique, tant ils savent de choses les uns sur les autres.

Comme le disait Benjamin Franklin : *“Si vous abandonnez votre Liberté pour votre Sécurité, vous n'aurez ni l'un ni l'autre”*.

Nous sommes sur le chemin de la servitude.

## **Le climat, c'est cuit : pourquoi la conférence climatique de Paris sera un succès**

25 mai 2015, par [Matthieu Auzanneau](#)



"Miction impossible", par tOad : <http://telex.blog.lemonde.fr/>

Entendons-nous bien : c'est cuit.

Si nous voulons rester en-deçà de 2°C de réchauffement, il FAUT que les émissions mondiales de gaz à effet de serre commencent à décroître très fortement **avant 2025**. L'Union européenne adopte ces jours-ci une réforme

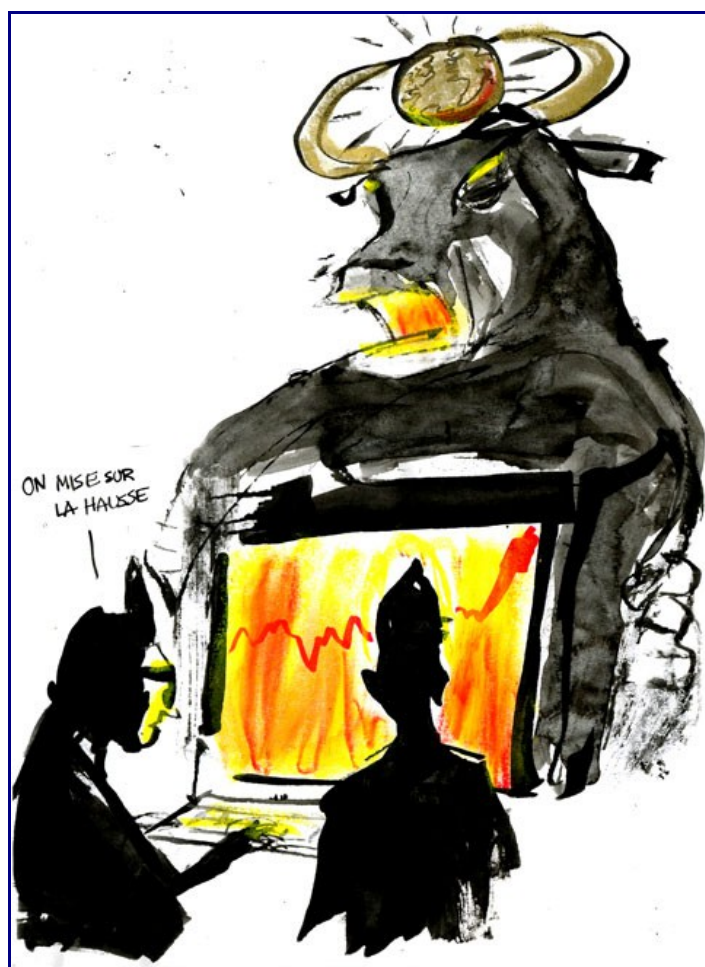
afin de sortir du comas son marché des quotas d'émissions de CO<sub>2</sub>, l'instrument de lutte contre le réchauffement le plus ambitieux sur Terre, moribond depuis plusieurs années. Or, d'après plusieurs analyses concordantes (dont celles fournies par Bruxelles), la réforme en cours ne pourra aboutir à l'émergence d'un prix d'émission de la tonne de CO<sub>2</sub> assez élevé pour contraindre les industriels à se détourner massivement des énergies fossiles **avant... 2023-2025**. Au plus tôt. Et l'Europe fait figure de pionnière en matière de transition énergétique.

*"Quoi ?! Un prix plancher du carbone, une taxe carbone aux frontières, mais mon vieux, c'est impossiiible !..."*, entends-je chanter sur tous les tons depuis quelques mois que [je m'exerce au lobbying entre Paris et Bruxelles](#).

Chacun sait pourtant qu'il faut très vite baisser le feu sous le grand fait-tout de la thermo-industrie.

Au rythme actuel, il ne nous reste plus que vingt ans (2035) avant d'épuiser notre "[budget carbone](#)", autrement dit la quantité de CO<sub>2</sub> que nous pouvons encore émettre dans l'atmosphère sans (trop) risquer d'aboutir à un réchauffement supérieur à 2°C d'ici à la fin du siècle. Et ce, à condition qu'après 2035, l'humanité n'émette plus du tout de gaz à effet de serre.

Sauf à rêver d'un sursaut radical, seuls une divine surprise et/ou un cataclysme économique semblent pouvoir encore nous empêcher d'altérer irréversiblement le climat. (Une butée contre les limites physiques à la croissance reste bien sûr [tout sauf improbable](#).)



"Bullish bullshit", par (l'excellent) tOad : <http://telex.blog.lemonde.fr/>

*"Vous avez raison, je crois qu'il est certainement déjà trop tard pour empêcher un réchauffement de plus de 2°C", m'a concédé l'autre jour Martin Wolf, maître analyste au *Financial Times*, la pythie de la City. Pas vraiment un scoop, du reste. Assis aux côtés de Wolf sur l'estrade d'un amphithéâtre de Sciences Po, Alain Juppé pour sa part s'en est tiré par cette boutade : "Je vous recommande de voir le film *Interstellar* : on devrait peut-être se chercher une autre planète !" Il a pouffé un peu.*

La semaine dernière à Paris, au siège de l'Unesco, se tenait le *Business & Climate Summit*, où s'est rassemblé tout ce que compte le monde d'agents majeurs du réchauffement climatique : industriels, financiers, représentants de la Banque mondiale, de la Commission européenne et de la plupart des pays riches nouveaux et anciens.

Au chœur des alarmistes, les compagnies d'assurance se sont distinguées. D'après l'un des leaders du secteur, la firme Swiss Re, l'économie mondiale

ne sera sans doute plus assurable dans un monde à +2°C.

*"Il est temps d'agir"*, ont répété à qui mieux mieux les intervenants. *Leitmotiv* du moment, à sept mois de la conférence internationale (et forcément historique) qui doit se tenir en décembre à Paris : *"Il nous faut un prix du carbone !"*

Indolente doléance indolore. Au sein du bataillon richement encravaté dans lequel on brandit ce nouvel étendard du *"carbon price"*, se retrouvent bien souvent les représentants des mêmes firmes qui lobbyisent dur à Bruxelles depuis des années afin d'empêcher ce dont de toute façon personne ne veut (hormis des ONG écolos à peu près impotentes) : un durcissement réputé économiquement suicidaire des règles du marché européen des quotas d'émission. C'est-à-dire du prix du carbone.

Economie / Ecologie : comment deux mots si proches peuvent-ils se retrouver si diamétralement opposés ?

A l'Unesco, le contrôle de réalité s'est effectué par la bouche de l'heureux propriétaire du plus splendide costume aperçu lors de ce raout capitaliste bienveillant. Tony Hayward, ex-PDG de BP à l'époque de la [marée noire du golfe du Mexique en 2010](#), et désormais patron de Glencore, leader mondial du négoce de matières premières (métaux, pétrole, charbon, gaz, denrées agricoles), a jeté un froid passager en lançant au cours d'une table-ronde : *"Même avec la meilleure volonté du monde, l'énergie solaire n'est pas une solution pour l'industrialisation à grande échelle, que ce soit en Inde ou ailleurs. Vous ne pouvez pas faire de l'acier avec du solaire. (...) A moins de regarder cette réalité en face, ce débat n'ira nulle part."* Un peu plus tard, un autre maître du monde tel qu'il est, Ali Al-Naïmi, ministre du pétrole saoudien, questionne : *"Où serait l'Ouest aujourd'hui sans le pétrole ?"* Et d'affirmer que bien que l'Arabie Saoudite se soit décidée à développer rapidement sa production d'électricité solaire, *"les carburants fossiles domineront encore le mix énergétique mondial jusqu'en 2040-2050"*.

En tout lieu et de tout temps, la puissance (économique, politique, militaire, biologique, chimique, etc.) demeure en premier ressort une affaire d'énergie : [un watt égale un joule par seconde](#).

Lorsque Liu Zhenya, président de la compagnie d'Etat en charge du réseau électrique chinois, s'est avancé sur l'estrade pour asséner l'étourdissante

présentation d'un futur réseau à ultra haute-tension constellant autour de l'Empire du Milieu, *"un réseau omniprésent pour un village global harmonieux avec ciel bleu et mer verte"* (sic), capable d'acheminer l'énergie solaire à travers les fuseaux horaires et les continents d'ici à 2050, j'ai songé à ces ingénieurs soviétiques qui prétendaient renverser le cours des fleuves de Sibérie *"pour les faire remonter vers leurs sources fécondes"*, et aux fantasmes des premiers rois d'Arabie Saoudite qui espéraient voir verdier leur désert grâce à l'or noir. Hochant la tête en direction du mandarin, un haut responsable d'EDF m'a glissé, dubitatif : *"Il rêve."* Qui saurait dire si un tel rêve, porté par l'une des compagnies industrielles les plus puissantes du monde (la Chine produit aujourd'hui davantage d'électricité que les Etats-Unis) est un programme industriel solide, une utopie ou bien encore une dystopie appâtant ?

En dépit de [récents soubresauts sauvages à la bourse de Hongkong](#), la croissance de l'industrie chinoise des énergies renouvelables hypnotise au point qu'on en oublierait que la Chine est devenue, au cours de ses quinze dernières années de croissance explosive, le premier importateur mondial de brut, le premier consommateur mondial de charbon, le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre ([au moins...](#)), et qu'elle a su avancer ses pions tout autour de la planète pétrole, s'imposant en particulier comme premier opérateur du pétrole irakien.

Oui, l'économie politique est affaire de puissance, qui elle-même est affaire d'énergie. En France ces temps-ci, la gauche, comme souvent, se montre prête à avancer plus loin que la droite au fond de cette logique. Pendant que la Libye s'abîme dans le néant politique et le terrorisme (la Libye, vous savez : notre petit Irak à nous, où Alain Juppé, lorsqu'il était le ministre des affaires étrangères de Nicolas Sarkozy, [se croyait en mesure d'ouvrir la voie à de juteux profits pour les pétroliers français](#)), Laurent Fabius et François Hollande savent tirer habillement du feu de la guerre qui embrase le Moyen-Orient la vente, Cocorico !, de quelques avions de guerre, profitant sans crainte du vide laissé par l'intenable position américaine héritée du chaos engendré par le pétrolissime George Bush. Nous (vous et moi) acceptons donc de vendre les armes françaises "dernier cri" – le Canard Enchaîné nous apprend cette semaine que ces ventes se font pour la première fois sans la moindre restriction – à des pétro-potentats dont l'exercice du pouvoir politique, au Qatar, au Koweït, aux Emirats arabes unis et bien sûr en Arabie



Saoudite, consiste à ne pas trop chercher à entraver les flots de pétro-dollars de "*donateurs privés*" (selon l'expression reprise dans une récente enquête du Congrès américain) qui alimentent depuis bientôt quarante ans les formes sans cesse plus périlleuses et monstrueuses du fanatisme islamiste. (Tandis que contre toute attente et malgré des mois de bombardements, les finances de Daesh demeurent solides, [indique le New York Times.](#))

A sept mois de la conférence sur le climat, la diplomatie française ne redoute pas de contribuer à asseoir un peu plus la puissance des monarchies pétrolières du Golfe, dont l'Ouest ne semble décidément plus avoir d'autre choix que de laisser s'épancher aujourd'hui au Yemen, et demain où ?, un aventurisme militaire qui paraît [rechigner à respecter les cessez-le-feu](#) et qui, selon Human Rights Watch, [larguerait des bombes à fragmentations made in the USA.](#) Va comprendre, Charles : la bonne vieille politique arabe de la France prend un sacré drôle de tour. Et ce, comme de juste, dans l'indifférence à peu près générale ici.

La politique est toujours et partout affaire de puissance, et la lutte contre le réchauffement climatique menace d'entraver l'effectuation de bien trop de puissances :

voilà pourquoi la "COP21", la vingt-et-unième Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ([voyez l'émouvant site de présentation mis en ligne par le gouvernement français](#)) sera un succès.

Ambassadrice de la France chargée des négociations sur le changement climatique, Laurence Tubiana n'en faisait pas mystère la semaine dernière dans le grand amphithéâtre de Sciences Po :

*"Tout le monde veut un accord, mais un accord a minima."*

On est tenté de remplacer ce "*mais*" par un "*donc*".

Face au minimalisme complaisant des politiques, la finance s'avance maintenant comme l'espoir ultime ! Au lendemain du *Business & Climate Summit* se tenait vendredi 22 mai 2015, toujours à l'Unesco, un [Climate Finance Day](#) au cours duquel de hauts cadres d'une forêt de banques et de fonds d'investissements (dont la sève est de pétrole, de gaz naturel et de charbon) ont fait mine de se cacher derrière l'arbre planté récemment par quelques avant-gardistes en costumes trois-pièces ayant entrepris de

"décarboner" une portion pour l'heure infime du capitalisme global.

On appelle ça le désinvestissement, un mouvement comparé outre-Manche et outre-Atlantique au boycott du régime d'apartheid et à la campagne contre les géants du tabac. Certains désinvestissent, donc. Mais qui, du coup, rachète les actions moins cher...?

Faute de contraintes sérieuses imposées par les négociations internationales, cette voie faisant appel à la rationalité des marchés confrontés au risque climatique et à une encore hypothétique "*bulle carbone*", voie ouverte par des hérauts tels que Michael Bloomberg et Hank Paulson, apparaît maintenant la plus prometteuse parmi celles dans lesquelles la lutte contre le réchauffement s'est engagée. C'est dire comme on est bien... De destructions créatrices en *quantitative easings*, la "*main invisible*" du marché n'a jamais été tellement verte. Et pour cause ?

Vendredi à l'Unesco, quoi qu'il en soit, des financiers ont trinqué au sauvetage de la planète. Tous ont insisté sur l'urgence de la situation.

L'urgence...

« Il y aura probablement de grandes migrations de populations en provenance des régions du monde menacées par les inondations et de celles [...] qui vont se désertifier. Ces gens-là n'imploreront pas d'avoir des puits de pétrole, mais de l'eau. »

De qui ce vibrant cri d'alarme publié en première page d'un quotidien anglais sous le titre épique : "*Course pour sauver le monde*" ? De Maggie Thatcher, figure tutélaire du capitalisme néo-libéralisé et financiarisé. C'était lors de la remise du tout premier rapport des climatologues du Giec, en mai... 1990, il y a pile un quart de siècle [\*].



"What is the sound of shit happening ?" : cette sorte de proverbe zen pourrait sous-titrer un récent reportage publié par la BBC autour de l'un des plus grands centres d'extractions de terres rares en Chine [cliquer sur l'image pour y accéder].

Résumons. Tout le monde désormais veut un prix du carbone. Mais pas trop cher, hein : les politiques attendent que l'économie bouge, laquelle attend que les politiques bougent. Farandole inerte. En France, tout ce monde se réjouit du "*frémissement*" actuel de la croissance économique, glissant sur le fait que la reprise [est en large part due à l'effondrement des cours du brut](#).

Une dernière chose : les solutions qu'appelleraient un prix fort du carbone pour se passer un peu des énergies fossiles sont complexes (capture du CO<sub>2</sub>, stockage de l'énergie générée par les renouvelables intermittents, réseaux électriques intelligents, etc.). C'est bien parce qu'elles sont complexes, techniquement lourdes, que ces solutions sont chères.

Or, nul ne saurait affirmer que le "*développement durable*" ne risque pas de [réclamer davantage de ressources matérielles, et non une consommation moindre de ces ressources](#). Il faut considérer en effet (air connu sur ce blog) qu'une voiture hybride a *deux* moteurs. Et même une politique de recyclage intense et draconienne serait incapable d'empêcher un épuisement des ressources, à moins de renoncer à la croissance de la consommation matérielle, [concluait en 2010 un haut responsable de Veolia](#).

Pour illustrer l'enjeu, à mon sens crucial, je recommande la lecture de [cet écoeurant reportage publié par la BBC](#) sur la ville de Baotou. Située en Mongolie intérieure, cette citée obscure est l'un des plus importants centres mondiaux d'extraction de terres rares, minerais nécessaires à tous nos gadgets électroniques, ainsi qu'à l'efficacité de nos éoliennes, de nos panneaux

solaires et des voitures électriques.

Et vive [le mouvement des villes en transition](#) !

(Allez, je retourne à mon lobbying donquichottesque.)

**NOTES :**

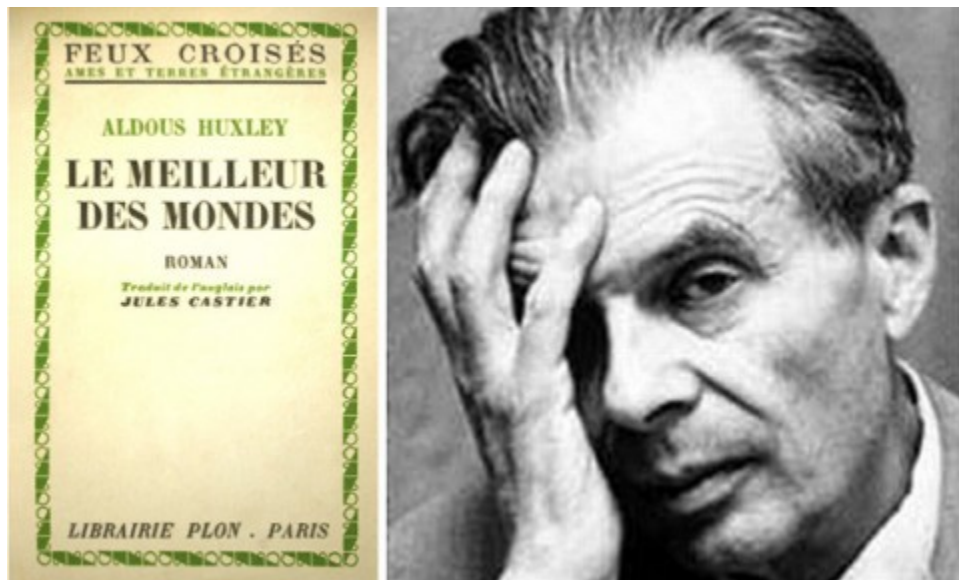
[\*] Voir "Or Noir", p. 535.

\*

*Je recommande aussi la lecture du dernier rapport estampillé par le club de Rome, intitulé "[Le grand pillage](#)", éd. [Les petits matins](#), rédigé sous la direction d'un universitaire italien depuis longtemps passionné par la question du pic pétrolier, Ugo Bardi. Je signale enfin la parution d'une [tribune de l'ASPO France sur le pic pétrolier publiée par Les Echos](#) : bon résumé. Nous reviendrons sur le sujet.*

## [Le Meilleur des mondes : la prédiction dépassée d'Aldous Huxley](#)

par [Le Yéti](#) - [Le monde d'après](#) 26 mai 2015



S'il vivait encore de nos jours, Aldous Huxley (1891-1963) serait sans doute amené à constater combien son anticipation d'un "Meilleur des mondes" est aujourd'hui complètement dépassée.

Aldous Huxley publia son [roman prémonitoire](#) en 1932. Vingt-six ans plus tard, en 1958, l'écrivain constatait dans son essai "[Retour au meilleur des](#)

mondes” combien ses prédictions entraînent déjà dans les mœurs, plus rapidement encore qu’il ne le pensait.

« La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s’évader, un système d’esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l’amour de leur servitude. »

Qui ne reconnaîtrait pas encore nos pseudo-démocraties dans ces lignes au scalpel devrait lire la description qui suit :

« Sous la poussée d’une surpopulation qui s’accélère et d’une sur-organisation croissante et par le moyen de méthodes toujours plus efficaces de manipulation des esprits, les démocraties changeront de nature. Les vieilles formes pittoresques — élections, parlements, Cours suprêmes, et tout le reste — demeureront, mais la substance sous-jacente sera une nouvelle espèce de totalitarisme non violent. Toutes les appellations traditionnelles, tous les slogans consacrés resteront exactement ce qu’ils étaient au bon vieux temps. La démocratie et la liberté seront les thèmes de toutes les émissions de radio et de tous les éditoriaux. Entretemps, l’oligarchie au pouvoir et son élite hautement qualifiée de soldats, de policiers, de fabricants de pensée, de manipulateurs des esprits, mènera tout et tout le monde comme bon lui semblera. »

**Il faut avoir l’esprit sérieusement chloroformé par la propagande mainstream pour parler encore de démocratie occidentale** dans des pays où les candidats présentés aux électeurs sont préalablement sélectionnés et adoubés par les milieux financiers (qui financent ou non leurs partis et leurs campagnes électorales), les instituts de sondage (qui imposent ou détruisent leurs images selon des critères édictés par les classes dominantes) et par les médias (qui décident de la place qu’ils leur accorderont pour présenter — ou non — leur projet).

La plus pitoyable caricature du “Meilleur des mondes” selon Huxley ne se trouve-t-elle pas dans les institutions supranationales du monde présent (celles de l’Union européenne, par exemple) ?

## **Leur incommensurable bêtise**

Il y a cependant une chose qu'Aldous Huxley n'avait pas anticipée : l'usure de ce système oppressif à visage démocratique, puis son effondrement sous l'effet conjugué de causes hautement destructrices :

- **l'éclatement de la bulle financière** dans laquelle s'étaient réfugiées ses élites ;
- **la décomposition de son univers économique** reposant exclusivement sur l'exploitation de ressources énergétiques en voie d'épuisement ;
- **le total délitement moral et intellectuel de dirigeants politiques dégénérés** (de Bush à Obama en passant par des Berlusconi, des Cameron, des Chirac, des Sarkozy ou des Hollande, des Juncker, des Dijsselbloem ou des Hillary Clinton...) ;
- **le poids de la menace climatique** déclenchée par l'irresponsabilité absolue des sus-nommés et des lobbies qui les font danser.

La multiplication de l'arsenal répressif visant tous les citoyens (lois d'exception à prétexte antiterroriste, militarisation outrancière des forces dites "de l'ordre"... ) montre que les apparences démocratiques de cette dictature bonasse ont mordu la poussière et ne suffisent plus à en garantir la pérennité. Nul doute que devant ce constat sans appel, Aldous Huxley, qui, lui, était intelligent, aurait revu sa copie.

Car l'agitation puérile des oligarchies du vieux monde face aux menaces des barbares à ses portes<sup>[1]</sup> achève d'ébranler leur lamentable édifice, miné par leur incommensurable bêtise.

Lire => [\*\*Document secret US : l'État islamique, "création" infernale du Pentagone\*\*](#)

### **Notes:**

[1] Sont indistinctement considérés comme "barbares" par l'Empire tous ceux qui n'obtempèrent pas à ses règles dissolues : des islamistes forcenés d'ISIS ou d'Al Qaïda, aux pays réfractaires des BRICS, en passant par le réveil en leur sein d'Indignés des castes inférieures (Grèce, Espagne...).

# [LE BLOG DE PIERRE JOVANOVIC](#)

[NOTE : la semaine dernière il a été publié sur ce blog qu'au Canada le guichets automatiques sont limités à 1000\$ par jour. *Ce n'est pas une nouvelle mesure. Cette limite existe depuis que ce système a été mis en place en 1994. Rien n'a changé récemment.*]

## **DANGER: LA FINLANDE PREPARE LE RAPPEL DE 1 MILLION DE RESERVISTES !**

**26 au 30 mai 2015** : Une information non publiée en France, et pour cause: la Finlande a envoyé 1 million de lettres à autant de réservistes pour leur demander de se tenir prêts à réintégrer leur unité combattante.

!!

Traduisez: la possibilité d'une guerre avec la Russie est devenue si probable que le Ministère de la Défense a jugé utile de commencer son travail de... mobilisation des effectifs. Eh oui... Et qui dit mobilisation en Finlande, dit forcément mobilisation ailleurs.

Amusant, j'ai travaillé comme secrétaire d'Etat Major au bureau des effectifs et des mobilisations (avec des exercices EM), et donc je sais que tout cela fonctionne avec ce que les militaires appellent "la montée en puissance". En cas de guerre, en J+1, on peut envoyer par exemple 10.000 personnes au front, à J+2 20.000, etc. jusqu'à J+60. Donc: le fait que la Finlande soit la première à avertir ses réservistes, s'explique par le fait qu'elle a une frontière commune avec la Russie, elle sera la première engagée, **en conséquence de quoi elle doit être la première à sonner les trompettes du rassemblement.** CQFD. Lire [ici l'Express.uk](#), [ici le Telegraph](#).

## **LA FAILLITE DES VILLES FRANCAISES CONTINUE DE PLUS BELLE: MARVEJOLS FERME SA PISCINE MUNICIPALE !**

**26 au 30 mai 2015** : L'adorable commune de Marvejols, proche des Gorges du Tarn, est en faillite avec 13 millions d'euros de dettes! "*En cause: les pratiques financières de l'ancienne municipalité. En faillite, la mairie se voit contrainte de supprimer des subventions aux associations, fermer la piscine de la ville, augmenter les impôts ... une dette quasi insurmontable pour une commune de 5000 habitants*".

Traduction: les enfants et les habitants de Marvejols n'auront plus de piscine, parce que les banques ont arnaqué toutes les municipalités, dont Marvejols. Voilà le résultat de cette crise horrible qui n'en finit plus, et qui a débuté avec un simple produit financier maléfique, le Credit Default Swap, [lire ici FR3](#), merci à

Corsair.

PS: La trésorerie de Courcelles-Chaussy va fermer au 31 décembre. Les cochons de payeurs devront parcourir des kilomètres pour discuter avec l'administration, lire [ici le Républicain Lorrain](#), merci à Mr Carbogno

PS2: Le diocèse de Cayenne a fait faillite, il n'y a plus de fidèles, ou presque plus, lire [Guyane Catholique](#).

PS3: Rappel: les 62 communes du Chablais sont victimes de l'arnaque des emprunts en Francs Suisses. "*Le président du Siac Jean-Yves Moracchini a profité du conseil syndical pour faire le bilan des négociations en cours sur l'emprunt dit toxique contracté en 2005 par le syndicat regroupant 62 communes du Chablais. L'affaire est d'importance car faute de solution, les Chablaisiens devraient payer une indemnité valant 2,5 fois le capital emprunté.*

*Des négociations sont en cours avec la société de financement locale (SFIL) qui a repris l'emprunt depuis la chute de Dexia. "Pour financer sa participation au contournement de Thonon-les-Bains (26 M€), le SIAC a contracté plusieurs emprunts pour un montant de 23.4 millions d'euros, dont un produit complexe (emprunt dit toxique), basé sur la parité EUR/CHF. **Le prêt contracté par le SIAC prévoit un taux d'intérêt de 3,93 % fixe si le taux de change est supérieur à 1,44, sinon il est indexé sur la parité Euro/Franc Suisse. A ce jour, celle-ci est de l'ordre de 1,039, plaçant ainsi le taux d'intérêt de l'emprunt proche de 25 %**" ... Lire [ici le Messager](#), merci à Mr Barthelemy.*

## **RENDEZ-VOUS A NANTES CE SAMEDI 30 MAI A PARTIR DE 14h + MERIDIEN ZERO**

**18 au 22 mai 2015** : Chers lecteurs et lectrices **de Rennes et Nantes**, ce samedi 30 mai, je serai dans l'un des plus grands centres commerciaux d'Europe (j'ai hâte de le voir), et je vous retrouverai au Centre Culturel Leclerc de Saint-Herblain, dans la Zone Atlantis de Nantes ([lien pour les plans d'accès](#)). Non seulement vous pourrez vous garer, mais vous pourrez y faire vos courses. Il paraît que cela vaut vraiment le déplacement... Amitiés à vous.

PS: Les animateurs de l'émission Méridien Zéro ont réalisé voici une semaine une interview de 2 heures sur 666... Le [lien pour télécharger le fichier MP3 est ici](#) ou [sur cette page](#).

## **LA DETTE MONDIALE EST TELLE QUE MEME LES EXTRA-TERRESTRES NE POURRONT PAS LA PAYER !**

**26 au 30 mai 2015** : Des années 1950 jusqu'à 1975, la littérature de science-



fiction mettait en scène des Martiens, des Vénusiennes, des Plutoniens, Neptuniens et autres habitants de galaxies lointaines venant envahir la Terre (un seul auteur avait imaginé l'inverse, les terriens quittant leur planète pour aller sur Vénus afin d'y vivre libres leur sexualité). Eh bien aujourd'hui, les Martiens seraient bien embêtés, une fois installés sur notre planète, car elle risque d'exploser sous le poids de la... dette qu'on a créée.

Vous me direz "*c'est le résultat de la planche à billets de ces crétins d'Américains, Japonais et Anglais*", et vous aurez parfaitement raison. La dette mondiale a atteint 286% du PIB de la planète selon le Mac Kinsey Institute, commenté par Economic Collapse -et repris par l'Express Belge (vous n'avez aucune chance de le voir dans l'Express fr, normal).

En traduction: notre société va s'écrouler sur elle-même par le poids de la dette, à savoir 3 fois le PIB de toute la planète: "*Savez-vous qu'il y a plus de 28.000 dollars de dette à chaque homme, femme et enfant sur cette planète? Et depuis qu'environ 3 milliards de ces gens ne vivent qu'avec 2 dollars par jour, ou moins. Donc, votre part de cette dette sera bien plus importante. Si on prend tout ce que l'économie globale a produit cette année, et encore l'année prochaine, eh bien cela ne suffira pas à rembourser cette dette. Selon le dernier rapport du McKinsey Global Institute **Debt and (not much) deleveraging**, le montant total de la dette sur cette planète a cru de 142 trillions à la fin de 2007 à 199 trillions aujourd'hui.*

*This is the largest mountain of debt in the history of the world, and those numbers mean that we are in substantially worse condition than we were just prior to the last financial crisis. **When it comes to debt, a lot of fingers get pointed at the United States, and rightly so. Just prior to the last recession, the U.S. national debt was sitting at about 9 trillion dollars. Today, it has crossed the 18 trillion dollar mark. But of course the U.S. is not the only one that is guilty. In fact, the McKinsey Global Institute says that debt levels have grown in all major economies since 2007.***

C'est ça la monnaie papier qui ne repose sur rien. Globalement, cela veut dire une dette de 100.000 euros environ pour chaque Français, Belge, Suisse, etc. vu qu'ils ne pourront pas compter sur les Africains, et les pays ravagés genre Bangladesh, etc.

Le Pr Fekete avait dit qu'une catastrophe de nature biblique se préparait avec la monnaie de singe dollar. Eh bien, là vous en avez la démonstration parfaite. Lire [ici McKinsey](#), et [ici The Economic Collapse](#) et [ici encore l'Express Belge](#)

**RAPPEL DE 777: CE QUI SE PASSE DANS LE CADRE D'UN CONFLIT**

## **ARME**

**26 au 30 mai 2015** : Parce qu'en cas de guerre, un pays n'a pas à rembourser ses dettes. Et les Américains, étranglés, n'auront pas d'autre choix, lire les deux articles ci-dessous suivants.

## **EXEMPLE D'ACTIVITE DELOYALE DE LA MONNAIE DE SINGE: BANK OF JAPAN SAUVE SKYMARK AIRLINES**

**26 au 30 mai 2015** : Voici quelque temps, je vous avais donné la faillite de la compagnie aérienne japonaise Skymark Airlines, basée à Tokyo. Eh bien, voici que par la grâce de la planche à billets infinie de la Bank of Japan (la prostituée monétaire à tout faire de la Fed), deux banques nippones, la Development Bank (filiale directe de la Bank of Japan) et la Sumitomo Mitsui Banking Corp ont décidé de prendre 33,4% des parts de la compagnie, qui va ainsi sortir de la mort. Ajoutez-y la compagnie All Nippon Airways qui va aussi prendre 16,5%.

Si Air France faisait faillite, Bruxelles interdirait à Paris de la sauver... en raison des règlements, (dictés par les Américains).

Et Skymark va redevenir un concurrent de toutes les autres compagnies aériennes étrangères qui, elles, ont géré leur budget au cordeau. Vous venez de découvrir que personne n'est égal à une autre, surtout avec une planche à billets, ha ha ha... En fait, la planche à billets est l'arme la plus déloyale qui puisse exister aujourd'hui. Et ils l'utilisent d'abord pour corrompre nos politiques afin que ces derniers l'acceptent au nom de nous, peuple qui les avons.. élus!

Vous comprenez mieux pourquoi De Gaulle voulait revenir au standard or... [Lire ici Times of Japan](#), merci à notre lecteur Mr Martin.

## **LA JP MORGAN RECONNAIT OFFICIELLEMENT AVOIR ESCROQUE LES CLIENTS !!!**

**26 au 30 mai 2015** : Vous vous souvenez de ce que je vous avais expliqué ici, voici environ un an? La punition secrète demandée par Goldman Sachs à être infligée à la JPM, qu'elle reconnaisse publiquement, comme dans un procès maoïste, avoir fauté! Eh bien c'est fait, et c'est même publié sur le site de la JP Morgan !!!

Extrait choisi: "*MAY 20, 2015 DISCLOSURE NOTICE. The purpose of this notice is to disclose certain practices of JPMorgan Chase & Co. and its affiliates (together, "JPMorgan Chase" or the "Firm") when it acted as a dealer, on a principal basis, in the spot foreign exchange ("FX") markets. We want to ensure that there are no ambiguities or misunderstandings regarding those practices.*

*The Firm has engaged in other practices on occasion, including: We added markup to price quotes using hand signals and/or other internal arrangements or communications. Specifically, when obtaining price quotes for bids or offers from the Firm, certain clients requested to be placed on open telephone lines, meaning the client could hear pricing not only from a salesperson, but also from the trader who would be executing the client's order.*

***In certain instances, certain of our salespeople used hand signals to indicate to the trader to add markup to the price being quoted to the client on the open telephone line, so as to avoid informing the client listening on the phone of the markup and/or the amount of the markup.*** For example, prior to agreement between the client and the Firm to transact for the purchase of €100, a salesperson would, in certain instances, indicate with hand signals that the trader should add two pips of markup in providing a specific price to the client (e.g., a EURUSD rate of 1.1202, rather than 1.1200) in order to earn the Firm markup in connection with the prospective transaction (...)

*We made decisions not to fill clients limit orders at all, or to fill them only in part, in order to profit from a spread or markup in connection with our execution of such orders. For example, if we accepted a limit order to purchase €100 at a EURUSD rate of 1.1200, we would in certain instances only partially fill the order (e.g., €70) even when we had obtained (or might have been able to obtain) the full €100 at a EURUSD rate of 1.1200 or better in the marketplace. We did so because of other anticipated client demand, liquidity, a decision by the Firm to keep inventory at a more advantageous price to the Firm, or for other reasons. In doing so, we did not inform our clients as to our reasons for not filling the entirety of their orders."*

Voilà encore un thème "conspirationniste" qui devient réel, avec les aveux publics du coupable... Lire [ici les commentaires de ZH](#), qui valent vraiment le détour. [Voir aussi ici](#).

## **COMMENT LES AMERICAINS ONT ENDETTE LES AUTRES PAYS AVEC LEURS BONS DU TRESOR POURRIS (ET POUR COMBIEN)**

**26 au 30 mai 2015** : La diplomatie américaine est axée sur 1) le commerce et 2) sur la vente des Bons du Trésor US. L'excellente Mme Landry a ainsi mis la main sur un article CAPITAL, qui nous montre de combien les autres pays ont été gavés de force, comme des oies, avec des BdT émis par la Fed, qui sait parfaitement qu'ils ne seront jamais remboursés. Les fichiers nous donnent la répartition de la dette américaine avec une comparaison entre 2002, 2013 et...

2015. Par exemple, en 2002 leur dette vendue était à 24 trilliards alors qu'en 2015 elle est à 31 trilliards... Les Indices Nikkei, comptez-vous.

Mais le plus surréaliste est bien la liste des pays... Leurs habitants ne se doutent même pas que leur gouvernement corrompu a acheté autant de dette toxique. Dingue!!!!

Cependant, notez bien les points suivants:

1) Les Bermudes et les Iles Caïmans (note: ha ha ha) sont les principaux acheteurs de la dette américaine

2) Le Japon achète avec sa planche à billets la dette émise par un autre émetteur de planches à billets!!!! Entre 2002 et 2015, les Nippons ont multiplié leurs achats par... cinq. Ca va être nucléaire, cette affaire, quand ça va exploser. CELA REVIENT A ETEINDRE UN INCENDIE AVEC DE L'ESSENCE !!!

3) La France a multiplié ses achats par six !!!! Bravo aux fonctionnaires corrompus de Bercy, les divers ministres, etc. Faut vraiment être \*\*\* pour acheter de la dette américaine

4) Les autres pays ont été obligés, eux aussi, à multiplier leurs achats de dette pourrie par en moyenne 10.

5) Seule l'Allemagne a limité les dégâts

6) La Turquie, pays satellite américain, est passé de 2 trilliards à... 82 trilliards, SOIT 41 FOIS LEUR MONTANT DE 2002 !!!! La Turquie... La Chine, elle, n'a qu'un coeff de 13.

7) Les Etats-Unis, non contents de vivre sur le dos du reste du monde à crédit, pompent les entreprises, hôtels, plages, châteaux, terres, forêts, etc. de ces même pays avec leur monnaie de singe.

Conclusion: les chefs de station de la CIA en poste dans ces pays peuvent être fiers. Good Job, pas à dire, très très forts, chapeau... surtout à Taïwan.

**Bermuda 2002 = \$14 B // 2013 = \$94 B // Today ?**

**Belgium 2002 = \$10.8 B // 2013 = \$163 B // Today \$354 B**

**Cayman Islands 2002 = \$10.7 B // 2013 = \$66 B // Today ?**

Canada 2002 = \$8.4 B // 2013 = \$46.6 B // \$70 B

China 2002 = \$95 B // 2013 = \$1,272 B // \$1239 B

**France 2002 = \$11 B // 2013 = \$42.4 B // \$75 B**

Germany 2002 = \$38 B // 2013 = \$54 B // \$69 B

**Hong Kong 2002 = \$37 B // 2013 = \$89 B // \$172 B**

India 2002 = \$5.2 B // 2013 = \$56.6 B // \$91 B

Ireland 2002 = \$6 B // 2013 = \$91 B // \$137 B

Japan 2002 = \$260 B // 2013 = \$1,023 B // \$1238 B  
Luxemburg 2002 = \$20.2 B // 2013 = \$107 B // \$176 B  
Mexico 2002 = \$16.7 B // 2013 = \$52.7 B // \$85 B  
Norway 2002 = \$5 B // 2013 = \$74 B // \$73 B  
Philippines 2002 = \$3 B // 2013 = \$36 B // \$40 B  
Poland 2002 = \$7 B // 2013 = \$31 B // \$29 B  
Russia 2002 = \$3 B // 2013 = \$138 B // \$82 B  
**Singapore 2002 = 19.4 B // 2013 = \$82 B // \$109 B**  
**Switzerland 2002 = \$28 B // 2013 = \$157 B // \$205 B**  
**Taiwan 2002 = \$0 B // 2013 = \$183 B // \$170 B**  
Turkey 2002 = \$2 B // 2013 = \$18 B // \$82 B  
U.K. = \$45.7 B // 2013 = \$130.6 B // \$207 B

Merci à Mme Landry qui a vu les commentaires de TeethVillage88s auteur des divers liens sur les sites spécialisés de la Fed et du Trésor:

<http://www.treasury.gov/ticdata/Publish/shl2002r.pdf> +  
<http://www.treasury.gov/ticdata/Publish/shla2013r.pdf> +  
<http://www.treasury.gov/ticdata/Publish/mfh.txt> +  
[http://www.bea.gov/newsreleases/international/intinv/iip\\_glance.htm](http://www.bea.gov/newsreleases/international/intinv/iip_glance.htm) +  
<http://research.stlouisfed.org/fred2/series/HBFIGDQ188S> +  
<http://research.stlouisfed.org/fred2/series/BPBLTD01USA637S> +  
<http://research.stlouisfed.org/fred2/series/DDDI01USA156NWDB> (Credit to GDP) + <http://research.stlouisfed.org/fred2/series/DDDI12USA156NWDB>

## **INCROYABLE: VICTOIRE DU "RAS LE BOL" EN ESPAGNE !!**

**26 au 30 mai 2015** : Les ravages de la crise et surtout de la plus stupide des politiques d'austérité imposée par Bruxelles à 500 millions de citoyens ont permis à la meneuse du mouvement "Occupez Barcelone" (sur le modèle "Occupy Wall Street") de remporter la mairie de Barcelone!

Une méga baffa pour Bruxelles et tous les "grands d'Espagne" qui ont vendu leur âme à l'UE. Et une Ne très mauvaise nouvelle pour les dictateurs de Bruxelles et son chef Juncker. Cela revient par exemple à ce que l'un des meneurs de Occupy Wall Street ait été élu à la mairie de New York...

Libération résume cette élection à sa façon, ne voyant pas le message envoyé à l'UE: "*à Barcelone, la forteresse tenue par les nationalistes catalans a été prise d'assaut par une activiste défendant le logement pour tous : Ada Colau a coiffé sur le poteau le catalaniste Xavier Trias et devrait former un gouvernement municipal de gauche. (...) à Madrid ... un bastion de la droite depuis le début des années 90, la «comtesse» Esperanza Aguirre (21 élus) ne l'a emporté que*

*d'extrême justesse face à la révélation de ces municipales, la juge Manuela Carmena (20 élus). A 71 ans, cette magistrate qui circule à vélo, sans aucune expérience politique, a suscité l'enthousiasme des dirigeants de Podemos, dont elle était la candidate: selon toute vraisemblance, cette militante des droits de l'homme devrait s'entendre avec le Parti socialiste (9 élus) pour s'emparer de la mairie de Madrid".*

Traduction: les Espagnols en ont eu marre des politiques et ont voté pour l'extrême gauche, les défenseurs des pauvres, etc., plutôt que pour la classe dirigeante. Même scénario qu'en Grèce avec Syriza, il y a à peine quelques mois. Et la même chose va se passer un peu partout dans l'UE, tant et si bien que l'Europe finira pas éclater malgré elle.

Dans cette affaire de l'Europe, seuls les traders qui endettent chaque pays sont les vrais gagnants. Lire [ici Libé](#), ici le Figaro qui met en avant [le vote sur la sortie de l'Euro](#): "*le succès électoral de Podemos en Espagne pourrait bien relancer le débat sur la monnaie unique européenne*".

Ce qu'il y a de navrants avec les médias français, est que personne n'ose dire que c'est justement la politique menée par Bruxelles qui est sanctionné par chaque vote, quel que soit le pays, le dernier exemple est l'Angleterre.

Du coup, l'euro est devenu une monnaie vraiment en suspens... Le lien pour les convertir en couronnes norvégiennes est plus bas dans cette page.

## **LE FEUILLETON "DEFAULT-GREC": SAISON 23**

**26 au 30 mai 2015** : A l'heure où une moyenne de 59 PME ferment leur porte chaque jour en Grèce, envoyant une autre moyenne de 613 personnes au chômage quotidiennement, cela se traduit dans les chiffres nationaux par une hémorragie quotidienne de 22 millions de sa production domestique. C'est le dernier constat des statistiques de Confédération Grecque des Entreprises, lire ici [Ekathermini](#). Ne soyez pas étonnés que Syriza ait donc annoncé vendredi que la Banque Nationale ne pourra pas rembourser le milliard d'euros qu'elle doit au FMI en juin prochain.

Traduction: Tsiparas a décidé d'aller au forcing avec Bruxelles et Francfort: soit ça passe, soit ça casse: soit "ils" acceptent toutes leurs conditions, soit la Grèce sort de l'eurozone, et en conséquence, "après moi, le Déluge".

Ca tombe bien, les Chypriotes fêtent chaque année le Déluge. Désormais ça devrait être une fête nationale dans chaque pays européen.

Et comme par hasard, le DirCom de la Bank of England, Jeremy Harrison, a envoyé soi-disant par erreur le plan du "Greek-Exit" mis au point par la Banque

Centrale anglaise à un journaliste du Guardian, qui s'est dépêché, bien entendu, d'en parler. Lire ici [The Guardian pour s'amuser un peu](#). Pour ma part, je n'y crois pas une seule seconde que ce plan ait été envoyé par erreur. Au contraire, ce sont des infos pour balader les autres traders qui feront leurs paris. Seuls quelques personnes bien informées pourront s'en mettre plein les poches.

D'autant que ce cirque dure depuis 2009, soit 6 ans !!!

Bref, on assiste à Ne match de poker-menteurs. Sauf qu'en Allemagne, la colère monte de toutes parts contre une nouvelle aide à Athènes. Pourtant, sur les 1100 milliards de planche à billets de Mr Draghi, il suffirait d'en donner 400 à Athènes, les étaler sur 100 ans, et voilà la Grèce sortie du problème de la dette : - ) Sachant que le Mexique a émis un Bon du Trésor sur 100 ans, je ne vois pas pourquoi la Grèce ne pourrait pas faire la même chose avec la planche à billets.

Reste à savoir qui va gagner: Syriza ou Bruxelles-Washington, vu que le plan de ces derniers consiste à pousser Syriza à la sortie pour provoquer de nouvelles élections. **N'oubliez pas: en cas de défaut de paiement, tout l'or de la Banque Centrale d'Athènes sera pris par... Washington !** Le 666 est toujours en action. Frances Coppola a titré son article dans Forbes: "*Greece, The EU And The IMF Are Dancing With Death. Over the last few months, the world has been watching with interest and growing concern the intricate moves in the deadly dance of Greece, the EU and the IMF . The latest move in the dance comes from Greece itself. The Interior Minister has announced that Greece cannot meet scheduled debt repayments to the IMF in June. This does not mean that Greece intends not to pay. Rather, it is warning that intransigence by the EU may force it into an IMF default" ... Superficially, the IMF's aim is to recover the money it has already lent to Greece. **But it has another, much larger concern. The Greek crisis is threatening the IMF's own credibility**". [Lire ici Forbes](#).*

## **DES NOUVELLES TRES INQUIETANTES DE LONDRES: HSBC FAIT PAYER LES AUTRES BANQUES + TAXE SUR LE SUCRE !!!!**

**26 au 30 mai 2015** : Alors qu'on vous dit que l'économie anglaise est repartie "comme en 14", ma lecture attentive de la presse quotidienne va vous montrer qu'il n'en est strictement rien. Regardez ces trois informations folles qui, mises bout à bout, vous donnent un tableau très différent.

- 1) En raison des taux négatifs en vogue un peu partout, la branche anglaise de la HSBC a décidé de faire payer les autres banques qui y ont déposé leur cash. Merci les planches à billets... Les clients vont bientôt comprendre leur

douleur. *"HSBC to charge for euro deposits. Europe's biggest bank will join a number of other US and European lenders to charge their peers for holding deposits"*, [lire ici pour le croire](#).

- 2) Londres va mettre un impôt sur le sucre !!! Exactement comme la fausse taxe sur les boissons en France (levée uniquement pour rembourser nos dettes) La raison invoquée par le Trésor de sa Majesté est que les Anglais diabétiques coûtent trop cher en soins. Bravo à Mr Baroin, qui avait menti aux Français, son mensonge a tant plu aux Anglais, qu'ils l'ont copié: *"Sugar tax to pay for treating obesity. Companies that continue to produce foods that promote poor lifestyles will be penalised, warns health minister"*, [lire ici le Telegraph](#).

3) Fitch a dégradé une nouvelle fois la banque RBS sauvée en 2008. C'est vous dire que la reprise de l'économie avance à grand pas en Angleterre. *"Royal Bank of Scotland has been dealt a new blow as Fitch, one of the three major credit agencies, hit the taxpayer-owned bank with a double downgrade. The ratings agency warned that the bank's profits are under "significant pressure" as it cut its credit rating by two notches from "A" to "BBB+"*, [Lire ici](#)

4) Mme Landry a vu sur le site de la Coface que dans le Pacific Rim (Asie PAcifique) *"70% des entreprises interrogées ont été touchées par des retards de paiement en 2014, soit le plus haut niveau atteint en 3 ans. En outre, 37% des répondants ont signalé une augmentation du montant des arriérés en 2014, soit une hausse de 2 % par rapport à 2013. En particulier, les entreprises en Chine, en Inde, à Hong Kong et en Thaïlande sont touchées par ces retards de paiement"*, lire [ici Coface.fr](#).

## **FITCH DEGRADE ENCORE UNE SERIE DE BANQUES EUROPEENNES POUR QUE LES TRADERS SE GOINFRENT**

**26 au 30 mai 2015** : Les CDS continuent leur travail nucléaire et Fitch a décidé de dégrader toute une nouvelle série de banques européennes de deux et même parfois de quatre crans: Ca promet de très belles hausses sur les Bons du Trésor de ces pays, n'oublions pas. En fait Fitch permet aux traders de s'en mettre plein les poches sur le dos de chaque peuple.

Ainsi la Deutsche Bank a été mise à A, la Bank of Ireland à BB+, la Allied Irish à BB, la Banco Comercial Portugues à BB-, Banco BPI à BB, la Caixa Economica Montepio à B+, la Banco Internacional do Funchal à B-! La Banco Popolare à BB, la Monte dei Paschi di Siena à B-, la Banca Popolare del Emilia Romagna à BB, Banca Carige à B, la Banca Popolare di Milano à BB+. La Erste Bank autrichienne à BBB+, la Raiffeisen Bank à BBB+, la UniCredit Austria à BBB+, la Volksbanken-Verbund à BB-.



Traders, vous pouvez déjà vous réjouir des millions que vous allez gagner sur le dos des Italiens, des Portugais, des Espagnols et des Italiens, part du plan d'attaque (mise en esclavage par la dette) sur les PIIGS.

### **SUITE DE 666: LES CONSEQUENCES DU VOL DE L'OR UKRAINIEN**

**26 au 30 mai 2015** : Dans le livre, vous avez pu voir le commando arrivé de nulle part en avion privé qui a emporté presque tous les lingots d'or de la Banque Centrale d'Ukraine. A partir de là, la confiance du peuple s'est évanouie et la monnaie locale ne vaut plus rien, avec des taux d'inflation total délire, menant les banques à leur faillite. Du coup, *"500 clients de banques en faillite s'en sont pris aux députés ukrainiens"*... L'agence russe Sputnik écrit *"Près de 500 clients des banques ukrainiennes en faillite ont encerclé l'entrée de la Rada suprême (parlement), exigeant l'adoption du projet de loi 1558-1 sur la restructuration des crédits octroyés aux personnes physiques en devises étrangères ... L'important dispositif policier mis en place pour contenir les protestataires a été renforcé par des unités militaires ... certains manifestants se sont étendus sur le pavé, bloquant le trafic dans les principales artères de la ville. Des manifestations de ce genre se tiennent régulièrement à Kiev depuis plusieurs mois ... Les clients des banques en faillite réclament la restitution de leurs dépôts, ainsi que la démission du premier ministre Arseni Iatseniouk et de la ministre des Finances Natalie Jaresko"*, [lire ici](#), [Lire ici Sputniknews](#). Merci à Confucius.

### **SIX MEGA-BANQUES CONDAMNEES POUR ARNAQUE SUR LE FOREX (DEVISES)**

**26 au 30 mai 2015** : La grande arnaque sur les taux de change des devises étrangères a fait suffisamment de vagues, et de bruit, pour que les autorités américaines fassent semblant de s'emparer du dossier, de mener une enquête et de condamner quelques noms pour le principe. C'est ainsi qu'après avoir volé des centaines de milliards aux entreprises et aux civils, elles ont écopé d'une petite amende. *"Announcing the settlement, the US Department of Justice said that between December 2007 and January 2013, traders at Citigroup, JPMorgan Chase, Barclays and Royal Bank of Scotland who described themselves as "The Cartel" used an exclusive chatroom and coded language to manipulate benchmark exchange rates, "in an effort to increase their profits". One Barclays trader wrote in a November 5, 2010 chat: "If you aint cheating, you aint trying", according to the New York Department of Financial Services (DFS), which was part of the settlement"*.

Elles devront payer 5,6 milliards pour avoir truandé les cours pour leur seul

bénéfice. "New York banking regulator Benjamin Lawsky said Barclays operated a 'heads I win, tails you lose scheme to rip off its clients' New York banking regulator Benjamin Lawsky said Barclays operated a 'heads I win, tails you lose scheme to rip off its clients'". Lire [ici le Financial Times](#). Proportionnellement, cela revient à gagner 100 millions en trichant au Loto, et être condamné ensuite à payer seulement 100.000 euros d'amende.

## **CE QUE L'ETAT AMERICAIN A VOLE AUX BANQUES AVEC LEURS PSEUDO CONdamnATIONS**

**26 au 30 mai 2015** : Le site spécialisé Alphaville, extension du FT, a publié un article montrant que depuis 2007, soit la crise des subprimes, les banques américaines ont payé 53 millions de dollars d'amendes en moyenne chaque jour, soit 155 milliards de dollars au total jusqu'à aujourd'hui !!! "The FT's running total of legal fines and settlements paid by banks to US regulators since 2007 now comes to \$155bn. In case you were wondering, over 8 years that works out to \$53m per day (including weekends, because client service is a 24 hour kind of business, right.) Barclays was first on the list, a \$10.9m settlement related to insider trading in May 2007. The biggest settlement so far is Bank of America Merrill Lynch last year, \$16.65bn to a collection of agencies and states related to alleged mis-selling of mortgage backed securities. Two institutions account for more than half of the total, Bank of America Merrill Lynch, at \$58bn, and JP Morgan at \$31bn. Or, if you prefer the regulatory per diem, \$30m per day. UBS, which will plead guilty to wire fraud, has a US bill of a mere \$4bn" ... Lire [ici Reuters](#), [ici Alphaville](#) et [ici le fichier CSV que vous pouvez télécharger](#).

## **777 EN ACTION: FIN DU SEUIL DES 15 EUROS MINIMUM + FIN DU LIQUIDE EN ANGLETERRE**

**26 au 30 mai 2015** : Après avoir abaissé le seuil maximum de paiement en liquide de 3000 à 1000 euros, Mr Sapin a décidé de supprimer tout minima pour payer en carte bancaire. A croire qu'il travaille pour Visa... Les commerçants ne pourront plus vous donner un minima pour payer en carte... C'est toute la logique du plan de Visa que j'avais exposé dans 777 et qui est entré dans sa phase finale d'extension cette année. Bon, Visa a un peu retard sur le timing, mais c'est juste une question de repositionnement. Lire [ici FranceBleu pour vous en assurer](#).

Mr Chouinard a vu un autre article qui va dans mon sens dans le Telegraph: "**L'économiste anglais Jim Leaviss propose de bannir l'argent liquide pour son remplacement par des comptes crédits contrôlés par les gouvernements.** Selon ce principe, les banques commerciales cesseraient

*totalemment de prendre de l'argent liquides des dépositaires, et dépendraient entièrement des banques centrales pour avoir leurs fonds, éliminant du coup le marché noir des devises. Ça, c'est vraiment l'Apocalypse. Le système de la Bête est en marche pour concentrer toutes les finances entre les mains d'un seul organisme qui chapeautera les banques centrales (FMI?, Banque Mondiale? La banque Rothschild?), dont dépendront les autres banques". [Lire ici le Telegraph](#).*

## **APRES LE VIN FRANCAIS, LA DESTRUCTION DES CRISTALLERIES FRENCH**

**26 au 30 mai 2015** : Après le vin, les imbéciles de Bruxelles ont trouvé encore un nouveau règlement pour couler une industrie française, celle de la cristallerie... "*Si la dérogation dont ils bénéficient n'était pas reconduite, les grandes manufactures françaises en souffriraient, affaiblissant les régions Nord-Pas-De-Calais, l'Alsace, et la Lorraine: 7.000 emplois directs et indirects reposent sur cette décision. Baccarat, Arque Internationale, Saint-Louis, Daum, le sort des cristalleries françaises pourrait-il être amené à manquer d'éclat ? A partir de l'année prochaine, Bruxelles pourrait leur interdire de vendre leurs luminaires, lustres, lampes et appliques en cristal en Europe"...*

Après, de nouveaux textes interdiront progressivement de vendre tout ce qui sort du savoir faire français, histoire de se débarasser du pays une fois pour toutes. Le plan génial de Monnet, lui qui avait voulu fusionner la France dans l'Angleterre, est en passe de réussir. Lire [ici le Figaro, merci à aux lecteurs](#).

## **HOLLANDE ET SON FAUX PIB : LA MEME MANOEUVRE QUE WASHINGTON !**

**26 au 30 mai 2015** : Améliorer le PIB est un jeu d'enfants dès que vous vendez pour plusieurs milliards d'armements. Ainsi, Sapin s'est félicité de la progression de notre PIB, en grande partie grâce aux ventes des Rafales. Eh bien les Américains ont fait exactement la même chose, en vendant pour 4 milliards d'armes (chars, avions, missiles, etc.) aux Israéliens et aux Saoudiens. Résultat: le PIB américain a fait un bond. [Lire ici ZH](#).

## **RETOUR EN 1941: LE TEXTE OFFICIEL QUI PERMET A VOTRE BANQUE DE VOUS DENONCER**

**26 au 30 mai 2015** : Mme Landry a repéré ce texte du gouvernement français qui permet aux banques de dénoncer leurs clients, comme les Français étaient encouragés à dénoncer les résistants pendant la guerre. "*Pour l'application de l'article L. 312-1-3, la situation de fragilité financière du client titulaire du*

compte est appréciée par l'établissement teneur de compte à partir:

1) De l'existence d'irrégularités de fonctionnement du compte ou d'incidents de paiement ainsi que de leur caractère répété constaté pendant trois mois consécutifs

2) Et du montant des ressources portées au crédit du compte".

Notre lectrice nous dit: " Dans son appréciation, l'établissement peut également prendre en compte les éléments dont il aurait connaissance et qu'il estime de nature à occasionner des incidents de paiement, notamment les dépenses portées au débit du compte. Par irrégularités faut il comprendre que des retraits d'espèces importants sont considérés comme une "irrégularité"? Quant aux éléments susceptibles d'occasionner des incidents quels sont ils? Il est juste fait mention de dépenses... Lesquelles? Achat de matières précieuses? Tout ceci est mauvais signe, vous avez raison..." Lire [ici Legifrance](#).

## **FLUNCH SE DEGRADE LUI-MEME !!!! (LE RESTAURANT, PAS L'AGENCE DE NOTATION)**

**26 au 30 mai 2015** : De notre lecteur Mr Thoyon: "Les temps semblent devenir durs pour Flunch. La preuve avec celui de Nantes où je vais manger le midi. Il y a encore un an, on me rendait intégralement la monnaie sur mon ticket restaurant. Je pouvais prendre un gâteau à 2 €, donnais un ticket de 8 € et on me rendait 6 € en pièces. Ce qui me motivait pour aller chez eux. Depuis quelques mois, Flunch ne rend, au maximum, que la moitié de la valeur du ticket restaurant, donc 4 € maxi dans mon cas.

Ensuite, j'avais une carte Flunch depuis 2 ans, que l'on m'avait donnée à la caisse, et qui m'offrait une réduction de 10% à chaque repas. Voici 2 jours, la caissière m'a dit que les cartes sont renouvelées, **et que la nouvelle sera plus avantageuse**. Elle s'empressa alors de prendre l'ancienne carte et la coupa immédiatement au ciseau comme si c'était une carte bancaire! J'ai compris le pourquoi de cet empressement le lendemain: avec ma nouvelle carte, mes -10% se sont transformés en un avantageux -3%. Encore une preuve que la reprise est là".

Cher lecteur, en effet, dans cette Revue de Presse, j'avais observé le même phénomène en Angleterre il y a 3 ans, où tous les avantages des cartes de fidélité ont été annulés du jour au lendemain.

## **SEBASTIEN DIEU SUR LA DESINFORMATION DES CHAINES DE TELEVISION**

**26 au 30 mai 2015** :

## ENFIN ! UN MOMENT DE VÉRITÉ SUR LE SERVICE PUBLIC !



### **DES MAGOUILLES SUR LES FICHES DE PAYE DES FONCTIONNAIRES FRANCAIS**

**26 au 30 mai 2015** : De notre lecteur A qui nous signale des problèmes de paiement à la Justice: "*Fin 2013 la fiche de paie n'était pas de l'État mais de l'Union Européenne. Les fiches de paie du Ministère de la Justice, ainsi que ceux du TGI avaient un entête totalement différent. Par entête différent j'entend ceci: avant ils étaient payés avec un entête où était écrit: "République Française DGPI Limousin" à Montpellier. Ils ne savent pas pourquoi ce sont d'autres régions qui paient. Mais en fin d'année l'entête était différent: "Cour de l'Union Européenne", pas eu plus de précisions. Là il s'agit de quelqu'un travaillant au TGI de Montpellier (pénal). Mais tous rapportent ces mêmes problèmes de paiement (cf l'armoire d'impayés chez Bercy)*".